



Ordre des traducteurs, terminologues
et interprètes agréés du Québec

Circuit

www.ottiaq.org

PLEINS FEUX SUR LA TERMINOLOGIE

NOS VOISINS LES GRINGOLANDAIS



COMMUNICATIONS
TRANSCRIPT
... beaucoup plus que des mots

*Votre terminologie sur le Web... en criant **TERMINO!***

UN GUICHET UNIQUE

POUR TOUS VOS BESOINS LINGUISTIQUES



Profitez de l'expertise de nos terminologues chevronnés et tirez-en rapidement avantage tout en évitant les soucis liés aux contraintes de votre structure informatique et de votre système de sécurité.

SERVICES D'HÉBERGEMENT ET DE GESTION

Nous vous offrons une base de données terminologiques qui a fait ses preuves et un soutien technique transparent tout en vous assurant l'intégrité de vos données. Bénéficiez d'une base accessible par tous vos utilisateurs et d'outils de gestion terminologique de pointe.

- Accès par code d'utilisateur et mot de passe aux utilisateurs autorisés
- Accès aux bases 24 heures sur 24, 7 jours sur 7
- Possibilité d'ajout d'hyperliens
- Sécurité informatique (serveur protégé, sauvegarde)

SERVICES DE TERMINOLOGIE À LA CARTE

Nos terminologues peuvent vous prêter main-forte.
Profitez de leur expérience!

- Dépouillement automatique de textes
- Rédaction et conversion de fiches
- Projets de recherche terminologique

Une terminologie partagée, un gage de qualité !

514.874.9134

625, avenue du Président-Kennedy, bureau 800, Montréal (Québec) H3A 1K2
Télécopie : 514.874.9192 Courriel : info@comtranscript.com www.comtranscript.com

Terminologie, vous dites?



Michel Buttiens, trad. a.

Ça fait 25 ans que je côtoie des terminologues et à peu près autant que cette profession a fait son entrée à la Société des traducteurs du Québec. Au vu des efforts déployés ces derniers mois pour en assurer la valorisation, il semble cependant que la terminologie ne jouit pas encore de toute la considération qui lui revient, à la grande déception de ses praticiens, majoritairement des praticiennes.

C'est pourquoi Nycole Bélanger et Marie-Pierre Héту se sont attelées à la tâche de nous présenter son histoire, sa situation actuelle et son avenir. Vingt-cinq ans et plus après avoir pris son essor, la terminologie se caractérise par un effectif vieillissant, une observation qui s'applique sans doute tout aussi bien aux deux autres professions chapeautées par l'OTTIAQ, l'interprétation et la traduction. Le problème de la relève paraît quant à lui plus aigu dans le cas des terminologues puisqu'il n'existe pas au Canada de formation qui leur soit propre. Ce n'est cependant pas le dynamisme qui manque, comme en font foi les articles rassemblés pour ce dossier par nos deux collaboratrices.

Au sommaire de ce numéro également, nos chroniques habituelles, qui vous proposent des outils pratiques, soulignent la tenue de colloques dans le monde universitaire ou le secteur public et visent à vous renseigner. L'histoire relativement récente est un peu plus à l'honneur que d'habitude avec la recension d'un ouvrage portant sur la lutte des minorités de langue officielle pour faire valoir leur droit à la gouvernance de leurs écoles dans Des livres, en plus d'une nouvelle contribution dans nos Pages d'histoire, consacrée cette fois aux Navajos.

Au-delà du sommaire, j'ai le plaisir de vous annoncer à la fois des apports de sang neuf à l'équipe de rédaction et des remaniements. François Lavallée, trad. a., fait un retour au comité, où il sera désormais titulaire de la chronique Des mots. Quant à Brigitte Charest, étudiante à la maîtrise en traduction à l'Université de Montréal, elle nous fera part de ses comptes rendus de lectures dans la chronique Des revues. Éric Poirier demeure au sein du comité sans responsabilité de chronique pour l'instant. AnneMarie Taravella, étudiante à la maîtrise en traductologie à l'Université Concordia, s'occupera de Des campus en plus des nouveautés dans Des livres. Enfin, Yolande Amzallag, trad. a., a accepté de prendre la relève comme chroniqueuse de Classe affaires et devrait apporter sa première contribution à ce nouveau titre dans un tout prochain numéro. Bienvenue aux uns, merci de ce nouvel engagement aux autres et bonne lecture à tous et à toutes.

Dossier

5

Nous vous proposons dans ce numéro une réflexion sur le rôle du terminologue et sur la valeur de son action dans le milieu langagier.

Sur le vif

24

Un colloque pour les 50 ans de META; l'accessibilité des soins de santé pour les minorités linguistiques; *Notes et contrenotes*; *Échappées sur le futur*.

Des revues

26

Un jubilé qui mérite d'être souligné; guerre et langues; traduction et (im)migration.

Des campus

27

Le quatrième colloque annuel de l'Association of Graduate Students in Translation Studies de l'Université Concordia.

Des livres

28

La lutte des communautés francophones canadiennes pour gagner le droit de scolariser leurs enfants en français; un dictionnaire bilingue des loisirs de grande nature.

Des mots

31

Comment doit-on appeler nos voisins du sud?

Pages d'histoire

32

La création d'un code secret basé sur la langue navajo durant la Deuxième Guerre mondiale.

Des techniques

33

L'évolution de l'utilisation des outils techniques : comparaison entre deux projets de traduction menés l'un en 1993 et l'autre en 2004.

Publié quatre fois l'an par l'Ordre des traducteurs,
terminologues et interprètes agréés du Québec


Circuit

Vice-présidente, Communications — OTTIAQ
Valérie Palacio-Quintin

Direction
Michel Buttiens

Rédactrice en chef
Gloria Kearns

Rédaction
Yolande Amzallag, Brigitte Charest (*Des revues*),
Pierre Cloutier (*Pages d'histoire*), Marie-Pierre Hétu
(*Des techniques*), Didier Lafond (*Curiosités*),
François Lavallée (*Des mots*), Solange Lapiere (*Des livres*),
Éric Poirier, Eve Renaud (*Sur le vif*), AnneMarie Taravella
(*Des campus*), Françoise Tardy (*secrétaire du comité*)

Dossier
Nycol Bélanger et Marie-Pierre Hétu

Ont collaboré à ce numéro
Georges L. Bastin, Julie Cormier, Sylvie Drolet,
Marco Fiola, Don Gilmore, Noëlle Guilloton,
Jo-Anne Hadley, Anouk Jaccarini, Margaret Jackson,
Andy Lauriston, David Leitch, Geneviève Mareschal,
Denis Perreault, Chantal Robinson, Carole Trottier,
Jean Vachon, Michèle Valiquette

 Ordre des traducteurs, terminologues
et interprètes agréés du Québec
Aux grands mots, les grands moyens.

2021, avenue Union, bureau 1108
Montréal (Québec) H3A 2S9
Tél. : (514) 845-4411, Téléc. : (514) 845-9903
Courriel : circuit@ottiaq.org
Site Web : <http://www.ottiaq.org>

Direction artistique, éditique, prépresse et impression
Mardigrafe

Publicité
Lorraine Landry, OTTIAQ
Tél. : (514) 845-4411, poste 26
Téléc. : (514) 845-9903

Avis aux auteurs : Veuillez envoyer votre article à l'attention de *Circuit*, sous format RTF, sur disquette ou par courrier électronique.

Toute reproduction est interdite sans l'autorisation de l'éditeur et de l'auteur. La rédaction est responsable du choix des textes publiés, mais les opinions exprimées n'engagent que les auteurs. L'éditeur n'assume aucune responsabilité en ce qui concerne les annonces paraissant dans *Circuit*.

© OTTIAQ
Dépôt légal - 3^e trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0821-1876

Tarif d'abonnement
Membres de l'OTTIAQ : abonnement gratuit
Non-membres : 35 \$ par année (40 \$ à l'extérieur du Canada),
toutes taxes comprises. Chèque ou mandat-poste à l'ordre
de « *Circuit* OTTIAQ » (voir adresse ci-dessus).



Deux fois lauréat du Prix de la meilleure
publication nationale en traduction de la
Fédération internationale des traducteurs.

**Nous aimons
vous lire.
Écrivez-nous
pour nous
faire part
de vos commentaires.**



2021, avenue Union, bureau 1108
Montréal (Québec) H3A 2S9
Tél. : (514) 845-4411
Téléc. : (514) 845-9903
Courriel : circuit@ottiaq.org
Site Web : <http://www.ottiaq.org>

PROGRAMME D'ASSURANCE POUR LES MEMBRES DE L'OTTIAQ

P₃ A₁ S₁ S₁ E₁ Z₁₀ -

V₄ O₁ U₁ S₁

L₁ E₁

M₂ O₁ T₁

Le programme d'assurance de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec est le seul qui puisse satisfaire parfaitement vos besoins d'assurance. Le seul qui vous offre des taux aussi avantageux. Et le seul pour lequel une équipe multidisciplinaire a été mise sur pied à votre intention.



Profitez ainsi de tarifs de groupe avantageux sur toutes les protections suivantes :

- assurance auto-habitation
- assurance vie, accidents, salaire
- assurance médicaments
- assurance voyage
- assurance juridique
- assurance des entreprises.

Pour obtenir une soumission gratuite, communiquez sans tarder avec un conseiller de Dale-Parizeau LM.

DALE · U₁
PARIZEAU
LM

Cabinet de services financiers

GATINEAU • JONQUIÈRE • MONTRÉAL
QUÉBEC (Portes, Laugueur)
SHERBROOKE (Dunn-Pariseau)

**Vous pouvez nous joindre par téléphone de 8 h à 20 h du lundi au jeudi
et de 8 h à 18 h le vendredi, SANS FRAIS AU 1 877 807-3756** www.dplm.com

Pleins feux sur la terminologie

Depuis quelques années déjà, la relève en traduction est au cœur des préoccupations dans le milieu langagier. Il en est de même en terminologie. Les terminologues avancent en âge, peu d'étudiants se destinent à cette profession et les programmes de formation ne sont pas suffisants. Pour mobiliser le milieu, le Bureau de la traduction organisait, au printemps 2003, deux journées d'études sous le thème « La terminologie a-t-elle un avenir ? ». Ces journées ont donné lieu à la création d'un Comité tripartite composé de représentants du Bureau de la traduction, du secteur privé et du milieu universitaire qui se sont partagé trois sujets de réflexion : Formation, Valeur économique de la terminologie et Image et valorisation de la profession. Le présent numéro de *Circuit* reflète les efforts du groupe Image et valorisation de la terminologie, lequel considère que traducteurs et interprètes peuvent sans doute être aussi les meilleurs ambassadeurs de la profession auprès de leurs clientèles respectives et du grand public en général.

S'il va de soi que tout traducteur fait de la terminologie au jour le jour, c'est le terminologue qui consigne, compile, organise, rédige et diffuse les multiples ressources linguistiques auxquelles se réfèrent constamment traducteurs et interprètes. Ces ressources sont très souvent tenues pour acquises et, à l'ère de l'électronique, il arrive que la technologie vole la vedette au praticien.

Ce numéro de *Circuit* vous invite à réfléchir au rôle du terminologue et à la valeur de son action dans le milieu langagier. Vous y trouverez notamment un survol des principaux foyers de cette activité au pays ainsi que l'expression des grands enjeux liés à la profession. Un tableau historique vous fera prendre conscience de son évolution au cours des dernières décennies. Un tour d'horizon des produits terminologiques actuels sous leurs multiples formes, banques de terminologie, dictionnaires papier, thésaurus, guides linguistiques et même disques, vous amènera sûrement à découvrir des ressources insoupçonnées. Après un aperçu des tâches du professionnel en entreprise, le dossier présente les activités de normalisation du Bureau de la traduction, tant sur les scènes fédérale et nationale qu'à l'échelle internationale, de même que les activités moins connues du gouvernement de l'Ontario. Dans un entretien *courriel*, un interprète et une traductrice nous parlent de la place qu'occupe la terminologie dans leur travail quotidien et de la valeur qu'ils accordent à cette dernière. Sont enfin présentées l'étude sur la valeur économique de la terminologie réalisée par le Bureau de la traduction, une première dans l'industrie langagière, et une porte ouverte sur l'avenir, le renouveau dans la formation universitaire.

Maintenant, place à la terminologie! ☺



**Par Nycole Bélanger, term. a., trad. a.,
et Marie-Pierre Hétu, term. a.**

La terminologie prend sa place au pays

○
Une démarche
d'avenir :
sensibiliser
les décideurs
au rôle clé
de la terminologie
dans la
communication.



Par **Nicole Bélanger**,
term. a, trad. a.

Pour apprécier l'évolution de la profession de terminologue de nos jours, il peut être utile de se rappeler comment se passait la vie dans les milieux linguistiques avant la terminologie. Les traducteurs qui ont connu les années 1960 et même 1970 se rappelleront le contexte de travail : un *Petit Larousse*, le *Harrap's* en deux volumes, la revue *Usine nouvelle* que l'on dépouillait religieusement, puisque la documentation technique bilingue était à peu près inexistante. Les services bien nantis étaient dotés d'un *Grand Larousse encyclopédique* ou du *Grand Robert*... le *Petit* n'était pas encore né ! Le moindre texte technique à traduire supposait de lourdes recherches dans des ouvrages spécialisés qu'on se procurait parfois dans une bibliothèque de quartier. La traduction de titres de fonctions d'entreprise entraînait des discussions à répétition avec les collègues. Bref, même si nous avons peu de chiffres pour en témoigner, on peut déduire facilement que la productivité en traduction à cette époque n'était pas très élevée.

Au début des années 1970, les premiers terminologues dans l'âme (sinon en titre) dans les services linguistiques d'entreprises (notamment Bell Canada, le Canadien National, Hydro-Québec, Radio-Canada et la Sun Life) se constituent en réseau. De nombreux colloques internationaux organisés par l'Office de la langue française permettent d'établir les bases d'une nouvelle discipline et de le faire à l'échelle internationale. C'est en 1976 qu'ont lieu les deux premières Rencontres des traducteurs et terminologues du Québec. Puis, en 1978, un dossier probant est présenté à la Société des traducteurs du Québec (ancêtre de l'OTTIAQ), qui accepte d'accueillir les terminologues dans ses rangs.

Vers la fin des années 1970, Termium fait timidement son entrée dans certaines grandes entreprises. On l'utilise alors plus pour servir la cause que pour son utilité. Les résultats sont minces par rapport à la somme de papier débitée... on est encore loin d'Internet.

Peu nombreux et disséminés

Que de chemin parcouru ! Trente-cinq ans plus tard, on parle sans cesse de mondialisation, de multiculturalisme et de communication en ligne. L'importance des langues de spécialité est de plus en plus grande. Mais où sont donc ces personnes qui établissent, organisent et diffusent les terminologies spécialisées ? Où sont les terminologues ?

On ne les voit pas beaucoup. Ils sont peu nombreux et disséminés à la grandeur du Canada : environ 200 par rapport aux 12 000 traducteurs en exercice.

Pourtant, leur rayonnement est immense dans l'espace et dans le temps. Dans l'espace parce que leurs travaux sont diffusés largement, et dans le temps parce que les travaux des terminologues servent à long terme. C'est d'ailleurs pour cette raison que le coût du mot/terminologue s'amortit, contrairement au mot traduit, sans cesse refacturé.

Les deux principales équipes de terminologues au pays sont celles du Bureau de la traduction du gouvernement fédéral (60 personnes) et de l'Office québécois de la langue française (30 personnes). Les outils qu'ils produisent — banques de terminologies, lexiques, guides et avis linguistiques — sont des ressources linguistiques utilisées et appréciées au jour le jour par les grandes administrations, l'ensemble des langagiers et le grand public. Qu'il suffise de mentionner Termium ou Le grand dictionnaire terminologique ! Mais qui pense aux équipes de terminologues qui ont travaillé et travaillent encore derrière l'écran ? La technologie vole la vedette aux terminologues.

Outre le gouvernement du Québec, d'autres gouvernements provinciaux ont des terminologues à leur service : l'Ontario, le Manitoba et le Nouveau-Brunswick. Il est intéressant de noter que le gouvernement de l'Ontario, dont les services de traduction sont externalisés à 90 % depuis 1997, a maintenu une équipe de cinq terminologues. Gestionnaires de la base de données terminologiques ONTERM, ces personnes établissent, harmonisent et diffusent la terminologie et les appellations officielles françaises de l'Ontario, en plus d'offrir un service de consultation ponctuelle.

D'autres grands organismes s'appuient sur la fonction terminologie pour assurer la qualité de leurs communications. Le Comité de linguistique de Radio-Canada, fleuron de la terminologie canadienne depuis 1960, s'assure que le personnel de l'entreprise est à la fine pointe du développement en matière de terminologie française. Le bulletin *Le français au micro* rend compte régulièrement des recherches réalisées pour *bien dire* sur les ondes. À Ottawa, les Services linguistiques de la Banque du Canada y accordent une très grande importance. La direction exige même que les nouveaux traducteurs fassent un stage à la section Terminologie.

Parmi les autres foyers de terminologie au pays, citons la Société centrale d'hypothèque et de logement, la Gendarmerie royale du Canada ainsi que l'Université du Nouveau-Brunswick avec la banque de terminologie Juricom, subventionnée par le ministère de la Justice du Canada. Hydro-Québec, entreprise unilingue qui avait aboli ses services linguistiques en 1980, a rétabli sa section Terminologie après avoir



constaté une dégradation constante dans la qualité des documents produits.

Un actif pour les entreprises

À l'échelle internationale, les activités terminologiques présentent d'autres défis. L'Organisation de l'aviation civile internationale, dont le siège est à Montréal, doit gérer sa terminologie en six langues. IBM a été une pionnière de la terminologie multilingue au pays. Aujourd'hui, une personne assure le lien entre les quinze banques de terminologie (quinze langues d'arrivée) accessibles par les employés et les fournisseurs de par le monde. Quant à l'Institut Canadien des Comptables Agréés, il s'est doté d'un dictionnaire bilingue de la comptabilité et de la gestion financière, dont le français a été établi de concert avec la France et la Belgique... un magnifique exemple d'harmonisation terminologique internationale.

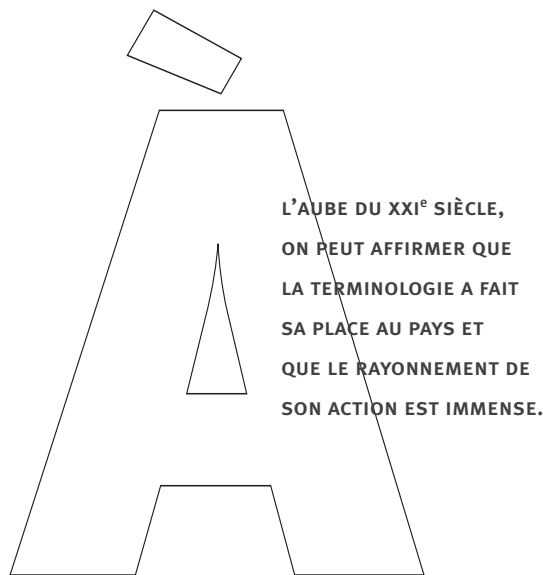
Beaucoup de grandes entreprises privées qui ont des besoins en traduction ont aujourd'hui une banque de terminologie, qu'elles aient ou non des services linguistiques. Et les entreprises qui ont externalisé leurs services de traduction s'assurent du maintien de la gestion d'une banque de terminologie soit par un cabinet, soit par un pigiste. Les décideurs avisés comprennent que la terminologie de l'entreprise est un actif, qu'elle fait partie du patrimoine de la maison. Ces banques contiennent le répertoire des produits de l'entreprise, les titres de fonctions et la terminologie maison dans son ensemble, ce qui permet de constamment présenter une image cohérente de l'entreprise au fil des communications. Lorsque l'entreprise fait affaire avec des traducteurs pigistes, le travail s'en trouve allégé et amélioré. La terminologie établie permet de gagner du temps, d'assurer la continuité et la qualité des communications tout en réduisant les coûts.

La plupart des grands cabinets de traduction ont des terminologues en titre. Curieusement, ils ne peuvent chiffrer l'apport de ces professionnels à leur productivité, ni la part qu'ils représentent dans leur chiffre d'affaires. Mais un fait est certain, ils ne s'imaginent pas fonctionner sans eux. Autre fait étonnant, malgré l'importance incontestable de la terminologie pour produire des documents de qualité, ce service semble encore difficile à facturer. Pourtant, elle contribue à fidéliser les clients et en ce sens, constitue une plus-value.

Un rayonnement immense mais peu de reconnaissance

Les années 1980 ont été dures pour la terminologie. Étant donné qu'on la considérait comme une fonction de luxe, les terminologues ont souvent été les premiers éliminés lors des réorganisations d'entreprise. Il y a une dizaine d'années, on aurait même pu croire que la technologie allait éliminer cette fonction. Or, plus la technologie s'impose, plus la terminologie

gagne en importance. Le phénomène est particulièrement vrai en localisation, où le terminologue joue un rôle clé. Les outils ont beau produire des listes de termes, mettre des phrases bilingues en parallèle, aucune machine ne peut éliminer les doublons, les incohérences, faire de la normalisation, établir les liens historiques, exercer un discernement en ce qui concerne la féminisation des titres et que sais-je encore. Les outils technologiques demeurent pour la terminologie ce qu'ils sont pour la traduction : des outils. Et c'est pourquoi on a toujours besoin du jugement d'un terminologue humain.



À l'aube du XXI^e siècle, on peut affirmer que la terminologie a fait sa place au pays et que le rayonnement de son action est immense. Pourquoi est-elle si peu visible et si peu reconnue ? D'une part, parce que son effectif est restreint ; d'autre part, parce que la terminologie s'effectue dans l'ombre. La première constatation donne à réfléchir, car beaucoup de terminologues en exercice aujourd'hui avancent en âge, et la relève n'est pas encore assurée. Comment remédier à cette situation ? Dans une population étudiante en traduction, fort heureusement, il y a toujours une petite proportion de candidats (entre cinq et dix pour cent) qui manifeste un intérêt marqué pour la discipline. Il faut encourager ces candidats et leur donner les moyens et les occasions de développer leurs aptitudes. La deuxième constatation doit inciter les terminologues à voir au marketing de leur profession. À ce chapitre, les traducteurs, traductrices et interprètes ne pourraient-ils pas être les premiers ambassadeurs de la terminologie auprès de leurs clientèles ? Dans les deux cas, il faut espérer que les actions entreprises par le Comité sur l'avenir de la terminologie au Canada en viennent à sensibiliser les décideurs dans le milieu universitaire comme dans l'industrie au rôle clé que joue le terminologue dans le monde des communications aujourd'hui. 🐼



Survol historique de la terminologie chez nous



Par Anouk Jaccarini

Si la consignation de termes propres à un domaine remonte aux premiers siècles de notre ère, comme en témoignent les glossaires et lexiques parvenus jusqu'à nous, le mot « terminologie » ne fait son entrée dans *Le Robert* qu'au tout début du XIX^e siècle, au sens d'« abus de termes savants et peu compréhensibles pour le profane » ! Et c'est seulement au XX^e siècle que la terminologie devient une discipline à part entière. Résumons-en l'évolution au siècle dernier.

Au début du XX^e siècle, on tient de nombreux congrès internationaux; pour se comprendre, il faut disposer de lexiques dans les domaines étudiés.

Tout au long du siècle, l'apparition de nouvelles techniques sera accompagnée de la production de recueils de termes spécialisés.

Dans les années 1930, la terminologie commence à être reconnue comme une discipline à part entière, grâce à Eugen Wüster, qui fait la synthèse des travaux théoriques et pratiques antérieurs, établit les bases méthodologiques et élabore un modèle théorique complet. La terminologie acquiert alors certains de ses principes fondamentaux (systématisation des méthodes de travail, méthodologie de traitement des données, hiérarchisation et classification des notions).

Au cours des années 1960, on assiste à la création d'organismes internationaux qui publient des lexiques dans leurs domaines de spécialité. Au Canada, les grandes entreprises montréalaises se dotent de services linguistiques (Bell, CP, CN, GE, Hydro-Québec, IBM, Radio-Canada, Sun Life).

La petite histoire

1906 : Création de la Commission électrotechnique internationale (CEI), chargée d'établir la nomenclature des appareils et machines électriques.

1934 : Au Canada, création du Bureau des traductions.

1936 : Création du TC/37 de l'ISO (Organisation internationale de normalisation), comité technique chargé de la normalisation des principes, des méthodes et des applications relatives à la terminologie.

1954 : Mise sur pied du Comité d'étude des termes techniques français (France).

1961 : Au Québec, création de l'Office de la langue française (aujourd'hui l'Office québécois de la langue française).

1963 : Création de la banque terminologique Eurodicautom.

1968 : Création du Conseil international de la langue française (CILF), qui se donne pour tâche d'enrichir la langue française et de favoriser son rayonnement.

1969 : Adoption de la *Loi pour promouvoir la langue française au Québec*.

1969 : Adoption de la première *Loi sur les langues officielles* au Canada.

1970 : Création de la Banque de terminologie du Québec (BTQ), qui deviendra *Le grand dictionnaire terminologique*.

1971 : Création d'Infoterm (International Information Centre for Terminology) par l'UNESCO pour appuyer et coordonner la coopération internationale en terminologie.

1974 : Adoption de la *Loi sur la langue officielle* (Québec).

1974 : Création de la Direction générale de la terminologie et de la documentation du Bureau des traductions d'Ottawa.

1976 : Création de Termium, constituée à partir de la Banque de terminologie de l'Université de Montréal.

1976 : Tenue des deux premières Rencontres des traducteurs et terminologues du Québec.

1977 : Adoption de la *Charte de la langue française* (Québec).

1977 : Entrée du mot « terminologie » au *Petit Robert*.

1978 : Création d'une section de terminologues à la Société des traducteurs du Québec, ancêtre de l'OTTIAQ.

1988 : Adoption de la *Loi concernant le statut et l'usage des langues officielles du Canada*.

1989 : Création de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France.



Dans les années 1970, la terminologie s'organise à l'échelle internationale et naissent alors des centres de documentation, des organismes de normalisation, des centres spécialisés de terminographie et des programmes universitaires de formation en terminologie. L'informatique naissante permet d'envisager la diffusion de banques terminologiques à grand volume et la consultation rapide de termes; elle fournit des outils et des ressources de mieux en mieux adaptés au travail des terminologues. Au début des années 1970, on crée les commissions ministérielles de terminologie en France.

Dans les années 1980, les moyens de transmission des connaissances prennent leur essor et on assiste à une diffusion plus importante des termes spécialisés. On voit également naître de nombreux projets d'aménagement linguistique où la terminologie joue un rôle sociopolitique fondamental. De nombreux congrès internationaux de terminologie organisés par l'Office de la langue française contribuent à harmoniser les efforts de part et d'autre de l'Atlantique.

L'avènement de la micro-informatique permet une grande accessibilité aux banques terminologiques (pour l'alimentation et la consultation) et la production de logiciels conçus spécialement pour les terminologues.

Les années 1990 voient l'avènement d'Internet et l'augmentation de la puissance des ordinateurs, qui modifient en profondeur les méthodes de travail en terminologie et ouvrent de nouveaux horizons en matière d'accessibilité et de présentation des banques terminologiques (hyperliens, possibilité d'intégrer des images et des sons, par exemple); c'est la naissance des « industries de la langue ».

Années 2000 : Les bases de connaissances terminologiques, les réseaux conceptuels, la commercialisation des données terminologiques et la traduction assistée par ordinateur constituent autant de voies d'avenir pour la terminologie. ☞

Marie-Pierre Héту, term. a.
(514) 374-2343
www.terminology.ca
marie-pierre.hetu@videotron.ca



- ♦ Dépouillement terminologique
- ♦ Recherche ponctuelle et thématique
- ♦ Rédaction de fiches terminologiques
- ♦ Gestion de données terminologiques
- ♦ Conseils sur les outils informatiques
- ♦ Participation à la conception d'outils

**« Je cherche
le petit machin
qui est par-dessus
la patente qui croise
le gugusse de la roue
de vélo... »**



Le PETIT MEC, le seul dictionnaire illustré
de matériel d'activités de grande nature !

750 termes et 400 photos

Index français/anglais - anglais/français

En vente chez Mountain Equipment Co-op
et dans toutes les bonnes librairies au Québec.



La coopérative de plein air

8989 boulevard de l'Acadia, Montréal
450, rue Saint-Joseph, Québec

Des travaux utiles à tous

○
Les ouvrages terminologiques sont généralement beaucoup plus connus que leurs architectes.



Par Noëlle Guilloton, term. a.,
avec la collaboration
de Chantal Robinson

« **S**pécialiste du langage professionnel, gage d'une communication efficace, [q]u'il s'agisse de vocabulaires techniques et scientifiques, de termes propres à votre domaine d'activité ou de nouvelles réalités à nommer... », lisait-on il y a peu dans un message de l'OTTIAQ portant sur le et la terminologie. Arrêtons-nous donc aux fruits du travail de ces professionnels de la langue, à certains de ces fruits du moins, faute de place ici. En effet, si les terminologues restent généralement dans l'ombre, leurs travaux et, plus particulièrement, leurs publications, jouissent souvent d'une large reconnaissance auprès de leurs collègues langagiers, de spécialistes d'autres disciplines et même du grand public. En voici un aperçu.

Ce qu'on fiche

En 2005, la **fiche** reste, comme l'écrivait déjà il y a vingt-cinq ans Alain Rey dans *La terminologie, noms et notions*, l'unité de base des travaux terminologiques ou terminographiques, que ce soit recherche ponctuelle à la suite d'une consultation ou chantier terminologique. C'est l'élément qui permet de constituer des ensembles électroniques destinés ou non à l'impression ou à l'édition (vocabulaires, lexiques, dictionnaires spécialisés, banques de terminologie, cédéroms, etc.). On remarque toutefois que les formats de fiches ont évolué depuis les débuts de la terminologie; par exemple, les contextes tendent à disparaître, mais les notes encyclopédiques et linguistiques prennent de plus en plus d'ampleur. Effet de la démocratisation de la consultation des grandes banques de terminologie et du rôle pédagogique qu'on leur reconnaît, les notes guident les usagers en matière de cooccurrence et les orientent par des commentaires sur le statut et l'emploi respectifs des divers termes consignés sur la fiche.

Des termes en banque

Le Québec et le Canada sont actuellement les grands « banquiers » terminologiques.

Le **grand dictionnaire terminologique (GDT)** de l'Office québécois de la langue française, avec son million de fiches, ses trois millions de termes et ses illustrations, ainsi que sa consultation gratuite par Internet dans le monde entier qui lui vaut des millions de demandes de recherche par mois, témoigne éloquentement de la pertinence des recherches et des travaux terminologiques des artisans de la Banque de terminologie du Québec (BTQ). Bilingue (français et anglais) pour l'instant, le GDT se prépare à accueillir plusieurs autres langues : celles des Amériques d'abord, mais d'autres aussi, aux systèmes d'écriture très différents (chinois, coréen, arabe, notamment). Des vocabulaires

thématiques variés sont extraits des fichiers BTQ/GDT : technologies de l'information, Internet, acériculture, mentorat, golf, etc.; ils sont consultables dans le site de l'Office.

TERMIUM, banque de terminologie du Bureau de la traduction, est consultable en direct par abonnement. Elle est riche de trois millions cinq cent mille termes en anglais et en français, et de plus de cent mille termes en espagnol. Ses fichiers contiennent aussi noms propres, sigles, acronymes, unités phraséologiques et observations dans quantité de domaines, de la gestion aux sciences et aux techniques.

En plus des banques et des bases de données terminologiques dont se sont dotées de nombreuses entreprises, d'autres **banques de terminologie spécialisées**, parfois moins connues, méritent d'être signalées :

POLEX, banque de terminologie de la Gendarmerie royale du Canada, mise sur pied par un terminologue et fruit de la collaboration entre plusieurs services policiers canadiens et européens, dont Interpol. Elle comprend plus de cent mille termes dans les domaines du renseignement, de la toxicomanie, de la balistique, etc., et est consultable dans Internet.

JURITERM, banque terminologique de la *common law*. C'est la banque de terminologie du Centre de traduction et de terminologie juridiques de l'Université de Moncton) disponible sur cédérom.

Terminologie et documentation étant étroitement liées, certains travaux prennent la forme de **thésaurus**, comme le *Thésaurus HQ : vocabulaire contrôlé et structuré*, d'Hydro-Québec, qui a produit en 1997 des microthésaurus publiés sur papier. Il s'agit du *Microthésaurus du milieu humain*, du *Microthésaurus des nouvelles technologies*, du *Microthésaurus des affaires*, du *Microthésaurus des sciences*, et du *Microthésaurus de l'énergie et de l'électricité*.

Des terminologues ont aussi le mandat de constituer des **banques linguistiques**, dictionnaires électroniques des difficultés de la langue, complémentaires des fichiers terminologiques; la Banque de dépannage linguistique de l'Office québécois de la langue française en est un exemple récent qui répond aux besoins du public langagier et non langagier. Quant à l'auxiliaire de rédaction intégré à TERMIUM Plus, il conseille sur des questions de style et d'usage propres à la langue française et à la langue anglaise.

Des livres et des disques

Depuis quinze ans, le grand succès de librairie en matière de terminologie est le *Dictionnaire thématique visuel*, maintenant offert sous divers titres en une collection d'ouvrages monolingues et multilingues, avec ou sans définitions, ainsi que sur cédérom. Les terminologues et lexicographes ont également collaboré



avec des documentalistes à la constitution d'une banque d'images.

Autre ouvrage à succès d'une équipe multidisciplinaire comprenant des terminologues, des traducteurs et des comptables, le « Ménard », *Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière*, jouit d'une autorité incontestable dans la francophonie. Il est offert en livre et en cédérom.

À côté de ces **dictionnaires**, véritables pavés terminologiques, des **lexiques** et des **vocabulaires** continuent d'être publiés par des entreprises et des organismes pour répondre à des besoins formatifs ou professionnels plus pointus : manutention et entreposage, prépresse, prestation de services, et bien d'autres.

Par ailleurs, les terminologues sont également appelés à élargir leur champ d'action et à publier des travaux plus généraux, **usuels et guides linguistiques** à valeur pédagogique notamment, en livre et sur cédérom. Outre le vocabulaire, ils abordent la grammaire, l'orthographe, la typographie aussi bien que diverses règles d'écriture. Le *Multidictionnaire de la langue française* et *Le français au bureau* en sont des exemples bien connus.

Et la création, dans tout ça ?

Une part du travail des terminologues qui se spécialisent dans les techniques les plus modernes, mais aussi de ceux et celles des autres domaines qui évoluent rapidement, consiste toujours à cerner les notions nouvelles, à créer des termes pour les désigner et à en formuler des définitions. Ainsi, les **néologismes** *hameçonnage* et *hameçonner* (équivalents proposés pour l'anglais *phishing* et *to phish*), *pourriel* (d'après *courriel*, pour l'anglais *spam*) et *clavardage* (de *clavier* et *bavardage*, pour l'anglais *chat*), par exemple, sont le fruit du travail d'une équipe de terminologues spécialisés dans les technologies de l'information à l'Office québécois de la langue française.

De la même manière, l'équipe du *Dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière* a proposé les néologismes *forfaitage*, *relutif* et *écriture miroir* (équivalents proposés respectivement pour *forfaiting*, *accretive* et *mirroring*), termes en bonne voie d'implantation, car ils ont reçu l'assentiment du milieu et doivent être repris dans les documents officiels de la profession.

Les œuvres de terminologues sont donc multiples et variées, et toutes n'ont pas la même visibilité, mais leur apport à la rigueur et à la qualité des communications est largement reconnu et mis à profit. La preuve en est la fréquentation assidue des grandes banques de terminologie et le vif succès remporté par plus d'un ouvrage terminologique. 📖



La terminologie
nous allume!





BOWNE GLOBAL SOLUTIONS

Bowne Global Solutions, Canada
1440, rue Sainte-Catherine Ouest
Bureau 905
Montréal (Québec)
H3G 1R8

Tél. : (514) 288-2243
Télec. : (514) 288-4450
www.bowneglobal.com

Votre expérience dans le domaine de la traduction est reconnue et vous êtes à la recherche de nouveaux défis qui vous permettraient de conserver votre autonomie? Bowne Global Solutions s'avère une option fort intéressante pour vous.

Faites parvenir votre curriculum vitae à mtl.recrutement@bowneglobal.com.

C'est tout un monde qui vous attend.

**Pas facile de sortir
des frontières.**

des gens des façons des solutions

Bowne Global Solutions est le premier fournisseur mondial de solutions linguistiques et culturelles permettant aux entreprises de conquérir les marchés mondiaux.

Nos clients savent qu'ils peuvent compter sur nos services de traduction, de localisation, de rédaction technique et d'interprétation lorsqu'ils veulent fournir des produits, des services et des documents adaptés localement et appropriés du point de vue culturel, et ce, dans plus de 60 marchés linguistiques à l'échelle mondiale.

Nos services

- Localisation
- Traduction
- Rédaction technique
- Interprétation
- Multimédia

Notre expertise

- Télécommunications
- Informatique
- Automobile
- Pharmaceutique et médical
- Aéronautique
- Commerce de détail

**Comptez
sur nous
pour y parvenir.**

Un rôle clé au sein de l'entreprise

Les consultations terminologiques en entreprise arrivent des collègues traducteurs ou réviseurs, des pigistes à qui sont confiés les projets de traduction, ou encore des employés et des partenaires de l'entreprise. Ces consultations sont généralement transmises par courriel ou, moins souvent de nos jours, par téléphone. Les collègues traducteurs, principaux « clients » du terminologue en entreprise, sont à l'origine d'une grande partie des consultations. Comment dit-on ? Qu'est-ce que c'est ? Qu'avez-vous arrêté pour cet énoncé ? S'agit-il d'une marque déposée ? Pouvez-vous m'aider avec ceci ? Bref, un feu roulant du matin au soir !

En réponse aux consultations terminologiques, les recherches s'effectuent dans les sources officielles de l'organisation, les grandes bases de terminologie et les ouvrages de référence, dans Internet ou l'intranet, ou encore auprès de spécialistes du domaine. Le terminologue peut aussi faire appel à ses collègues en les invitant à participer à un remue-ménages afin d'élargir les pistes de solutions pour un problème bien précis. Guidé par la rigueur et la recherche de la qualité, il doit réagir de manière à respecter les délais souvent très serrés.

Diffuser, gérer et enrichir les données terminologiques

La diffusion de la terminologie prend diverses formes. Le terminologue consigne le fruit de ses recherches sur des fiches qui pourront ensuite être consultées dans la base de terminologie. Il rédige également des notes ou des courriels à l'intention de ses collègues des services linguistiques, des fournisseurs ou des employés de l'entreprise. Il formule par ailleurs des avis linguistiques officiels à l'intention des avocats ou des chargés de projet de l'entreprise, au moment de l'adoption d'une marque de commerce ou d'un nom de produit par exemple. La diffusion peut aussi se faire par conférence téléphonique ou au moyen d'une chronique publiée dans le journal de l'entreprise. Un site intranet consacré à la terminologie constitue un autre outil de communication direct et privilégié, qui peut servir à soumettre des questions ou des commentaires directement au terminologue. Ce dernier consacre une bonne partie de son temps à la gestion et à l'enrichissement continu de la base de terminologie par l'ajout, la modification ou la suppression de fiches. Il doit donc avoir à sa disposition un ensemble d'outils (dictionnaires, monographies, journaux, etc.) et un

répertoire de contacts lui permettant de résoudre divers problèmes terminologiques et d'enrichir ses connaissances. Il doit aussi maîtriser plusieurs logiciels (gestion terminologique, mémoire de traduction, outil d'extraction automatisée de syntagmes, bixte, etc.).

En plus de la langue du domaine, la terminologie propre à une entreprise inclut notamment les titres de fonctions, les appellations officielles comme les unités, les produits et les services, les énoncés et les libellés juridiques, les difficultés grammaticales, la phraséologie et les problèmes de traduction.

Même si, de nos jours, les recherches thématiques menant à des publications d'importance sont rares, faute de temps et de moyens, on constate que, bien souvent, les besoins arrivent par vague thématique. Ainsi, pendant quelques mois, les recherches porteront sur des sujets précis tels que la sécurité informatique, l'environnement, le blanchiment d'argent, une nouvelle famille de produits ou encore une campagne publicitaire très ciblée.

Une fonction qui attire le respect

Dans l'entreprise, on confie de plus en plus souvent au terminologue des projets de révision de textes à « haute teneur terminologique ». Il peut s'agir par exemple de textes sur des systèmes informatiques (écrans et messages) ou sur la refonte d'un système de comptabilité.

Dans le cadre de son mandat, le terminologue en entreprise est également appelé à se joindre à des comités de terminologie et à assister ou à participer à des congrès ou des colloques. Il partage ensuite ses expériences et ses impressions avec ses collègues.

Le terminologue en entreprise est investi d'un grand pouvoir qui lui attire le respect. Ce respect se bâtit au fil des ans et contribue à faire connaître le terminologue, non seulement au sein de l'entreprise, mais également hors de son milieu.

Ouvert à la discussion et à la critique, le terminologue doit toujours être prêt à justifier ses choix linguistiques. Il doit être en mesure de proposer des solutions pertinentes visant à répondre adéquatement aux demandes et aux remarques des utilisateurs. En plus d'être polyvalent, organisé et curieux, le terminologue doit aimer le travail intellectuel, la réflexion et la communication. ☞

L'auteure tient à remercier M^{me} Marielle Hébert, term. a., pour sa généreuse participation à la rédaction du présent article.



Le terminologue en entreprise assure l'uniformité et la qualité des communications au sein de l'organisation tout en respectant le génie de la langue et les normes linguistiques en vigueur. Ses fonctions, nombreuses et variées, peuvent être résumées en trois mots : consultation, recherche et diffusion.



Par Carole Trottier,
term. a., trad. a.

○
L'expertise du Bureau de la traduction en matière de terminologie est très recherchée, ce qui amène le Bureau à participer à divers projets d'envergure nationale ou internationale.



Par Sylvie Drolet



et Michèle Valiquette, term. a.



Le Bureau de la traduction, leader en normalisation terminologique

Créé en 1934, le Bureau de la traduction du gouvernement du Canada a reçu en 1976 le mandat de vérifier et de normaliser la terminologie dans la fonction publique, de mettre sur pied une banque de terminologie et de collaborer avec les organismes pertinents au Canada et à l'étranger. Aujourd'hui, la Direction de la normalisation terminologique (DNT) gère *TERMIUM*[®], la banque de données linguistiques du gouvernement du Canada¹, qui compte quelque trois millions et demi de termes en français et en anglais, langues officielles du pays, ainsi que 150 000 termes en espagnol et 7 000 termes en portugais. Elle a aussi à son actif près de 300 publications dans les domaines socio-administratifs, scientifiques et techniques. De plus, le Bureau, par l'intermédiaire de la DNT, mène plusieurs activités sur les scènes fédérale et nationale ainsi qu'à l'échelle internationale.

Scènes fédérale et nationale

La terminologie normalisée est à la base de toute communication de qualité. C'est dans cette perspective que le Bureau a renforcé le Programme de normalisation terminologique du gouvernement canadien en créant le Conseil fédéral de terminologie (CFT) et le Conseil national de terminologie (CNT).

Fort de l'appui soutenu et intéressé des ministères et organismes membres du CFT, le Bureau coordonne et facilite les travaux de normalisation de manière à assurer l'exactitude et l'uniformité de la terminologie en usage à l'administration fédérale, en français et en anglais. Forum d'échanges de savoir-faire et de pratiques exemplaires en normalisation terminologique, le CFT veille à ce que la terminologie normalisée soit diffusée par l'entremise de *TERMIUM*[®] et des bases de données de ses ministères ou organismes membres.

Parallèlement, le Bureau a mis sur pied le CNT dans le but de créer, avec la précieuse collaboration des provinces et territoires, une synergie propice à la promotion de la terminologie à l'échelle du pays.

Le Bureau s'est aussi associé à divers autres réseaux, comités, commissions et instances de normalisation.

Cette dynamique a pour résultat l'actualisation et l'enrichissement de *TERMIUM*[®], le premier vecteur de normalisation au gouvernement du Canada.

En collaborant avec les grands acteurs en matière linguistique, le Bureau sert de point d'ancrage pour les ressources terminologiques de la fonction publique. Il met à contribution l'expertise de ses terminologues et la fait valoir sur toutes les tribunes, veillant à faire converger les activités de normalisation tant au sein de chaque ministère que collectivement.

Mais sans terminologie, la normalisation n'existe pas. C'est pourquoi le Bureau a lancé, en février 2003, une grande initiative sur l'avenir de la terminologie au Canada. Sous forme de journées d'étude, cette démarche couronnée de succès a permis de réunir une soixantaine d'intervenants clés du domaine — universitaires, terminologues des secteurs public et privé, membres d'associations professionnelles, etc. — et de les amener à conjuguer leurs efforts pour l'épanouissement et la survie de la profession de terminologue. De nombreuses activités de promotion ont eu lieu depuis, et des discussions ont été entreprises afin de revoir les programmes universitaires de formation en terminologie.

À l'échelle internationale

L'expertise du Bureau est très en demande à l'échelle internationale. Ainsi, le Bureau met son savoir-faire au service d'organismes comme l'Organisation

RÉSEAUX FÉDÉRAUX

Commission de toponymie du Canada (CTC)

Comité de terminologie d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Comité de terminologie de la sécurité

Comité de terminologie SCT-DDPI

Groupe d'experts en terminologie de l'Armée de terre (GETAT)

Groupe de travail sur les métadonnées et la taxonomie de TPSGC

RÉSEAUX NATIONAUX

Comité consultatif canadien du Comité technique 37 (CT 37) de l'ISO

Promotion de l'accès à la justice dans les deux langues officielles (PAJLO)

Comité Entraide Traduction Santé

Réseau des traducteurs et traductrices en éducation

Comité de terminologie française de l'Ordre des comptables agréés du Québec (OCAQ)

¹ *Sylvie Drolet* est chargée de projets, Réseaux nationaux de normalisation à la Direction de la normalisation terminologique du Bureau de la traduction du gouvernement du Canada. *Michèle Valiquette* est coordonnatrice, Réseaux internationaux de normalisation à la Direction de la normalisation terminologique du Bureau de la traduction du gouvernement du Canada.

internationale de normalisation, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et les commissions spécialisées de terminologie de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France.

En Francophonie, le Bureau est correspondant canadien en aménagement linguistique auprès de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie. À ce titre, il mène des activités au sein du Réseau international francophone d'aménagement linguistique (Rifal) et du Réseau international des langues africaines et créoles (Rilac). Au sein du Rifal, le Bureau a coordonné une quinzaine de projets en aménagement linguistique depuis 1990 et il collabore aux *Cahiers du Rifal* (anciennement *Terminologies nouvelles*). En ce qui concerne le Rilac, le Bureau vient de publier le *Lexique panafricain des sports*, en six langues (anglais, français, hausa, lingala, manden et swahili), qu'il a produit avec des collaborateurs africains en prévision des v^{es} Jeux de la Francophonie. Par ailleurs, le Bureau mène actuellement le projet *Coopération technolinguistique — Afrique : Développement des langues partenaires africaines et créoles*, qui vise à former des experts africains en terminologie et en normalisation.

En terminologie multilingue, le Bureau est membre de deux réseaux gérés par l'Union latine : le Réseau panlatin de terminologie (Realiter), où il a été élu res-

pensible du français d'Amérique, et le Réseau ibéro-américain de terminologie (RITerm). En collaboration avec des membres de Realiter, il a publié le *Lexique panlatin d'Internet* et le *Lexique panlatin du commerce électronique*, en huit langues (anglais, catalan, espagnol, français, galicien, italien, portugais et roumain) ; il coordonne maintenant la production du *Lexique panlatin de bioéthique*. Le Bureau participe également aux symposiums ibéroaméricains de terminologie de RITerm et il conclut des ententes avec des organismes hispanophones et lusophones qui contribuent à l'enrichissement de *TERMIUM*[®].

Le Bureau prend part à de nombreuses autres manifestations internationales, la dernière étant le Sommet mondial de terminologie (Barcelone, 2004), où il a fait des démonstrations du *Pavel*, *didacticiel de terminologie*. Disponible gratuitement en anglais et en français sur le site du Bureau¹, le *Pavel* a connu un succès aussi fulgurant qu'immédiat et il sera bientôt offert en espagnol et en portugais, avant d'être aussi adapté dans d'autres langues.

Ces multiples activités sur les scènes fédérale et nationale, ou encore à l'échelle internationale, font du Bureau de la traduction un des principaux leaders en normalisation terminologique au monde. ☞

1. www.termium.com



Le dictionnaire de la comptabilité et de la gestion financière :

**le compagnon indispensable
à votre pratique professionnelle**



**Nouvelle édition
revue et augmentée**

Outil de premier choix pour les comptables, les gestionnaires financiers, les traducteurs et les étudiants, cette nouvelle édition revue et augmentée comporte plus de 13 000 entrées et près de 8 000 définitions en français. L'ouvrage suit l'ordre alphabétique anglais et est assorti d'un index français-anglais complet. La version électronique permet d'utiliser l'anglais ou le français comme langue de départ. Elle propose deux modes d'interrogation dans un contexte d'index déroulant : soit les expressions commençant par un mot donné, soit les expressions contenant un mot donné.

Version papier : 85 \$
Version CD-Rom : 85 \$
Version combinée : 127 \$

CA L'Institut Canadien
des Comptables Agréés

DISTRIBUTION
ERPI
ÉDITIONS DU RENOUVEAU PÉDAGOGIQUE INC.

www.erpi.com
514-334-2690

7527

Un regard extérieur



Circuit a voulu savoir comment la terminologie vient en aide aux langagiers. Don Gilmore, interprète agréé, et Julie Cormier, traductrice en chef chez Traducta, nous parlent de la place qu'occupe la terminologie dans leurs activités quotidiennes.

Propos recueillis
par Marie-Pierre Hétu, term. a.

Circuit : Quel rôle joue la terminologie dans votre travail quotidien ?

Don Gilmore: Terminology plays much the same role in interpretation as in translation, as far as finding equivalences for technical or semi-technical words is concerned. But the work is often done in overdrive, so to speak. For example, in preparing for a single conference, interpreters may have to do research for several dozen presentations of a highly technical nature, sometimes involving hundreds of terms. Fortunately, with the development of databases and dictionaries on CDs, such as Termium and Le grand dictionnaire terminologique, a lot of research can also be done during the conference. As a matter of fact, interpreters often have no other choice, since papers may only be given to them at the conference or even just before they are read. Admittedly, an interpreter's terminological research is often more superficial than that of a translator, much as a translator's research is more superficial than that of a terminologist. But they are doing the same type of work. Interpreters develop glossaries by client and subject, much as translators do. In my case, I use Microsoft Access for my glossaries, which allows me to have a common glossary as well as glossaries by subject or client, and to combine glossaries at will. Naturally, interpreters are not

en ce sens qu'elles justifient le choix d'un terme ou d'un autre, et tracent les limites sémantiques de chaque terme propre à un domaine ou à un client en particulier.

C. : Dans quelle mesure cette méthode de travail vous permet-elle d'accroître votre productivité ?

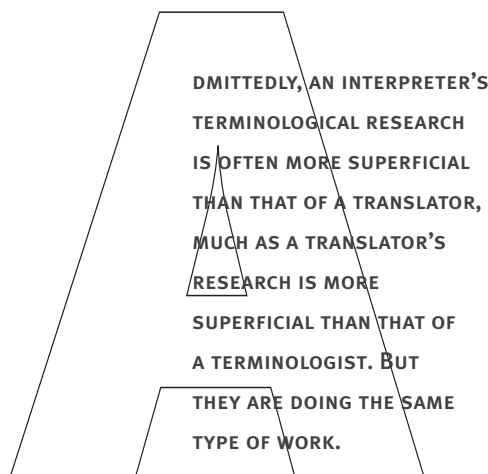
J. C. : En effectuant des travaux de terminologie sur une base régulière, mon équipe et moi sommes assurées que notre banque de données est à jour. L'équipe est alors plus productive, car le temps consacré à la recherche est beaucoup moindre. Par ailleurs, comme les clients pour lesquels nous travaillons ont également accès à cette banque de données, ils peuvent effectuer eux-mêmes leurs recherches terminologiques pour trouver les réponses à leurs questions. Nous sommes donc plus productifs, en ce sens que nous passons moins de temps à faire de la consultation.

C. : Quelle valeur accordez-vous à la terminologie en général ? Quelle valeur croyez-vous que vos clients y accordent ?

D.G.: In my view, terminology plays a crucial role in interpretation. Aside from needing to use the appropriate word at all times, interpreters are often involved in leading-edge technologies. In computer science, for example, new technologies using new concepts are being developed every day. In medicine, research is moving forward unceasingly, generating new concepts as well. This linguistic effervescence is occurring in all fields. These fresh new ideas are often conveyed for the first time at conferences that bring together various experts in the field. Since interpreters cannot specialize in any one field at the risk of starving, they have to keep up to date in all areas, constantly adding to their personal glossaries. This is what I try to do as well.

As far as the clients are concerned, on the one hand, we are often taken for granted. It's the old joke: a client turns to his receiver, saying my translator is broken, as if it was the device doing the work. On the other hand, there are clients who are keenly aware of the importance of terminology. In law, for example, beware of using the wrong terminology when 20 lawyers are listening. Interpreters also often work with clients in establishing a glossary for a conference. This is the advantage of working in a country where many people are bilingual and work in bilingual settings. In some instances, the client has had the documents translated, which makes it a lot easier for the interpreters. I guess you could say it's a mixed bag: some clients really appreciate us; others not so much.

J. C. : Pour chaque texte que je traduis, je m'attarde évidemment à la prose, au rythme, à la lisibilité du texte. Mais sous ce travail de rédaction, il y a la terminologie, qui est en fait l'essence du client. Chaque



involved in standardizing word usage, although they are often asked by clients for advice on terminology.

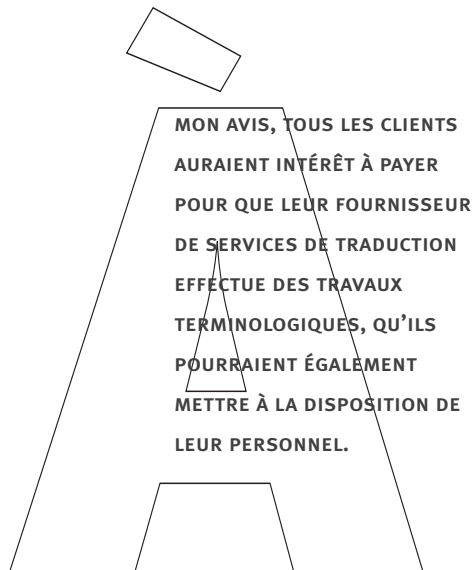
Julie Cormier : De façon quotidienne, je dirais que la terminologie fait partie intégrante de mon travail. Tous les jours, je dépouille systématiquement les textes que je traduis pour alimenter une banque de données, que mes collègues utilisent et alimentent eux aussi. Une fois dans cette banque terminologique, les données deviennent en quelque sorte une norme,



client a une terminologie qui lui est propre, et c'est pourquoi elle a une grande valeur. Sans elle, le client ne se démarque pas de ses concurrents, il se fond dans la masse commerciale. Or, ce ne sont pas tous les clients qui reconnaissent la valeur de la terminologie. Certains y accordent une grande importance et sont prêts à payer pour que des travaux terminologiques soient effectués sur une base régulière, alors que d'autres voient la terminologie comme un exercice banal qui devrait se faire instantanément. Cependant, pour obtenir une banque terminologique bien documentée, il faut y mettre du temps, et s'attarder aux subtilités des langues en jeu, consulter le client pour éclaircir des termes, bref, il faut présenter une réalité contextuelle pertinente et exacte. À mon avis, tous les clients auraient intérêt à payer pour que leur fournisseur de services de traduction effectue des travaux terminologiques, qu'ils pourraient également mettre à la disposition de leur personnel.

C. : Quel avenir entrevoyez-vous pour la terminologie ?

J. C. : Dans les années 1980 et 1990, les terminologues travaillaient au sein de grandes entreprises. Aujourd'hui, le marché a changé : ils sont plutôt à contrat, ou ils font de la traduction pour arrondir leurs fins de mois. Certains bureaux de traduction embauchent des terminologues, et d'autres impartissent leurs travaux.



Les terminologues sont rares au Québec, mais il y a énormément à faire de ce côté. À mon avis, les cabinets de traduction de moyenne ou de grande taille ont tout intérêt à se prévaloir des services d'un terminologue à l'interne pour assurer le contrôle de l'information terminologique. Il y a selon moi un bel avenir pour cette profession, mais il faudrait que les compétences des terminologues soient davantage mises en évidence, et de ce fait, reconnues. 🗣️



Faites-vous du dépouillement terminologique avec ces outils ?

A) Le surligneur



B) Les comprimés d'acétaminophène USP



Si oui, demandez-nous une ordonnance **SynchroTerm**.
Création terminologique à la vitesse de la lumière et soulagement instantané.

SynchroTerm, garanti sans maux de tête. Attention : **SynchroTerm** peut créer une dépendance.



1751 rue Richardson, suite 2504, Tél : 514-932-7670, Fax : 514-932-3129, courriel : ventes@bridgeterm.com

Terminologie à l'ontarienne!

○
ONTERM :
*une ressource
précieuse pour
tout ce qui touche
la terminologie
officielle du
gouvernement
de l'Ontario.*



par Denis Perreault



Tout a commencé dans les années 1980 au moment où une petite équipe de terminologues a été constituée au sein du Service de traduction du gouvernement (STG) en vue de créer les appellations officielles françaises de l'Ontario. L'équipe a d'abord créé un répertoire central de fiches manuelles que les traducteurs du Service pouvaient consulter. C'est vraiment à partir de 1989 que les services de terminologie ont pris un essor important à la suite de l'entrée en vigueur de la *Loi sur les services en français*, qui assure des services en français à la population francophone de l'Ontario dans 24 régions désignées.

Jusqu'en 1990, le Service publiait un répertoire bilingue des appellations. Comme ce type de publication devenait rapidement périmé en raison des nombreuses réorganisations ministérielles, une base de données terminologiques interne a été mise en place vers 1991 et augmentée au fil des ans pour être finalement diffusée par Internet en 1997, année de la mise en place du site Web ONTERM. Aujourd'hui, l'Unité de terminologie du STG, composée de quatre personnes, a comme mandat de créer, d'harmoniser et de diffuser la terminologie officielle ainsi que d'assurer un service de consultations par téléphone ou en ligne pour répondre aux demandes de ses clients. En plus d'offrir aux ministères des services consultatifs de nature terminologique (préparation de lexiques) ou linguistique (révision de guides), l'Unité élabore les normes de qualité du français pour la fonction publique, harmonise la terminologie technique des ministères et participe activement aux travaux de divers comités, notamment le Réseau des traductrices et traducteurs en éducation et le Comité technique de l'ISO sur la terminologie (TC-37). En tant que membres du TC-37, les terminologues du STG contribuent à l'élaboration des normes internationales de terminologie et ont fait adopter par ce comité le concept d'appellation comme type de désignation dans les normes de l'ISO. Enfin, dans le cadre de son mandat, l'Unité de terminologie gère le site ONTERM¹.

ONTERM a été créé à la suite de la décision du gouvernement d'avoir recours à la sous-traitance pour les services de traduction. Ce nouveau modèle de prestation de services a entraîné un besoin accru d'uniformisation et de centralisation de la terminologie. Par la richesse de son contenu, la fréquence de ses mises à jour et sa grande fiabilité, ce site est devenu au fil des années le guichet unique pour accéder à la terminologie officielle de l'Ontario en anglais et en français, non seulement pour les traducteurs, mais aussi pour toute la fonction publique ontarienne, le secteur privé, les autres gouvernements et le grand public. D'ailleurs, l'Association des traducteurs et interprètes de l'Ontario a décerné le prix de l'ATIO 2003 au STG pour son site.

PAR LA RICHESSE DE SON
CONTENU, LA FRÉQUENCE
DE SES MISES À JOUR
ET SA GRANDE FIABILITÉ,
CE SITE EST DEvenu
AU FIL DES ANNÉES
LE GUICHET UNIQUE
POUR ACCÉDER À
LA TERMINOLOGIE
OFFICIELLE DE L'ONTARIO
EN ANGLAIS ET EN
FRANÇAIS.

Une mine de renseignements

ONTERM renferme une base de connaissances, mise à jour mensuellement, qui contient plus de 20 000 appellations officielles anglaises et françaises, c'est-à-dire les titres de postes, les noms de ministères et de leurs unités organisationnelles, les noms d'organismes gouvernementaux (conseils, comités, commissions), de programmes (projets, politiques, stratégies, plans, fonds), de systèmes informatiques, de conférences, de prix, d'expositions ainsi que des slogans.

Le site comporte également des listes de référence bilingues qui donnent des renseignements souvent demandés sur le gouvernement de l'Ontario. La liste des membres du Conseil exécutif, qui est la plus consultée, énumère les noms et titres des ministres du gouvernement actuel. On trouve aussi la liste bilingue des ministères anciens et actuels, des sous-ministres, des adjoints parlementaires et des acronymes courants ainsi que des listes répertoriant le vocabulaire des sites Web, des offres d'emploi et des documents financiers.

La page Ressources d'ONTERM offre à l'utilisateur toute une gamme d'outils langagiers en formats HTML et PDF, tels que le *Lexique bilingue des termes législatifs*, la table des lois bilingue et le *Lexique de l'environnement et de l'énergie de l'Ontario* (LEEO). À titre de responsable des normes de qualité du français au sein de la fonction publique, l'Unité de terminologie affiche aussi dans cette page deux guides linguistiques : *La féminisation au gouvernement de l'Ontario* et le *Guide de rédaction du gouvernement de l'Ontario*.

¹ Denis Perreault est conseiller en terminologie au Service de traduction du gouvernement de l'Ontario.

Accessible à partir de la page Ressources, la base Toponymes Ontario contient plus de 57 000 noms géographiques approuvés de l'Ontario, soit les noms entérinés par les autorités concernées telles que le ministère des Richesses naturelles, la Commission de toponymie de l'Ontario, les municipalités et le gouvernement fédéral. Ces noms approuvés désignent des entités naturelles (îles, montagnes, lacs, rivières, etc.) ou administratives (commissions de protection de la nature, comtés, villes, cités, parcs provinciaux, etc.). De plus, la base fournit les équivalents français de ces toponymes approuvés ainsi que les règles relatives à l'utilisation de ces équivalents dans des situations particulières (textes suivis, cartes géographiques et signalisation routière).

Depuis la création de la base Toponymes Ontario en 2003, le taux de fréquentation du site ONTERM a augmenté de 50 %. Au cours des cinq dernières années, on a aussi remarqué qu'un plus grand nombre de clients anglophones de la fonction publique a recours aux services de terminologie du STG. Par exemple, cette clientèle consulte l'Unité de terminologie sur la façon de dénommer un nouveau programme ou d'abréger des termes en anglais.

Il est bon aussi de souligner que l'Unité de terminologie offre de plus en plus de services qui ne sont pas reliés directement à la traduction. Cette évolution reflète une nouvelle tendance dans le milieu : on fait plus souvent appel aux services de terminologues dans le domaine de la gestion de contenu de sites Web. Ainsi, en 2004, l'Unité a participé activement aux travaux d'un groupe chargé d'élaborer la norme de métadonnées Web pour la fonction publique de l'Ontario. Dans le cadre de cette même norme, les terminologues du STG ont entrepris récemment, de concert avec la Direction des services gouvernementaux en direct, un vaste chantier d'élaboration d'un thésaurus bilingue des domaines d'application gouvernementale.

Par ses fonctions de plus en plus diversifiées et le rayonnement de son site ONTERM, l'Unité de terminologie du STG joue certainement un rôle catalyseur en ce qui a trait à la diffusion et à l'harmonisation de la terminologie officielle au sein du gouvernement de l'Ontario... et même au-delà. ➡

1. www.onterm.gov.on.ca

La valeur économique de la terminologie : une première étude

En 2003-2004, le Bureau de la traduction a marqué une étape dans l'avancement de la profession de terminologue en réalisant la première étude canadienne sur sa valeur économique. Ce projet s'inscrivait dans le programme de travail de l'un des trois groupes de projet créés lors des Journées d'étude sur la terminologie au Canada de février 2003, tenues par la Direction de la normalisation terminologique du Bureau, et chapeautés par un comité de suivi qui porte maintenant le nom de Comité sur l'avenir de la terminologie au Canada.

À l'origine de cette étude, une question posée à la réunion préparatoire du premier Sommet mondial de la terminologie, en novembre 2001 : « L'un d'entre nous a-t-il déjà réalisé une étude sur la valeur économique de la terminologie ? » Bien sûr, personne ne contestait les vertus qualitatives de cette activité (uniformisation des textes, qualité accrue, réduction des erreurs, économie du temps de révision, etc.), mais jusqu'à ce moment, personne n'en avait jamais chiffré la valeur.

Deux volets

L'étude comporte deux volets. Le premier, à l'aide d'enquêtes menées auprès de plus de 3 000 entreprises canadiennes, établit le profil des activités de terminologie et dresse le portrait de la profession au pays.

Le deuxième volet de l'étude, qui a inclus une série d'entrevues et la tenue de deux groupes de discussion, a pour objectif principal de déterminer, en termes de revenus, de rendement de l'investissement et de réduction des dépenses, la valeur économique de la fonction terminologie au sein des entreprises et des organisations. Il s'agit non tant de cerner les coûts que de déterminer les avantages de l'activité terminologique pour une entreprise ou pour toute autre organisation : par exemple, le rendement de l'investissement que représente l'élaboration d'une terminologie adéquate à l'étape de la conception d'un produit ou de sa mise en marché, ou encore pour des fins de formation. ►

○
Une première étude exploratoire ouvre la voie à une recherche plus approfondie pour illustrer la valeur économique de la terminologie.



Par Jean Vachon

Plusieurs constats

Voici quelques-uns des constats qui se dégagent de l'étude :

- environ 7,8 % des entreprises canadiennes mènent des activités de terminologie ;
- ce pourcentage augmente avec la taille de l'entreprise et l'importance de ses activités interprovinciales ou internationales ;
- moins de 1 % des entreprises canadiennes ont à leur service une personne qui s'occupe des questions de terminologie, ce qui correspond à un bassin de quelque 2 200 à 2 500 personnes au Canada ;
- la terminologie entraîne une hausse de 5 à 9 % de la productivité en traduction, et de 10 à 33 % en révision ;
- pour chaque heure facturée — et donc investie — en traduction ou en révision, entre 8 et 24 \$ (sur un tarif de 80 \$) sont reliés à la fonction terminologie.

**L'ÉTUDE CONSTITUE
UNE PREMIÈRE TANT
POUR LE SECTEUR
DE LA TERMINOLOGIE
QUE POUR L'INDUSTRIE
LANGAGIÈRE DANS
SON ENSEMBLE.**

Au Canada, l'étude a fait l'objet d'une présentation à la Journée d'étude sur la terminologie au Canada organisée par le Bureau de la traduction en février 2004, au Symposium de mai 2004 du Conseil fédéral de terminologie et du Conseil national de terminologie, ainsi qu'au Congrès annuel du 5 novembre 2004 de l'OTTIAQ. Sur la scène internationale, une communication sur l'étude a été mise à la disposition des participants au II^e Sommet mondial de terminologie de Barcelone, en novembre 2004, et les rapports ont été distribués à de nombreux intervenants (Association européenne de terminologie, Termcat, Délégation générale à la langue

française et aux langues de France, Centre de terminologie de Bruxelles, Universidad de Concepción du Chili, Universitat Pompeu Fabra d'Espagne).

Un premier pas

L'étude constitue une première tant pour le secteur de la terminologie que pour l'industrie langagière dans son ensemble. Elle ouvre la voie à des recherches plus étendues et à la mise en place d'un projet de validation qui permettrait d'en confirmer les constats. Ainsi, à l'automne 2004, le Bureau de la traduction a commencé, en étroite collaboration avec l'Université d'Ottawa, le travail de mise au point d'un protocole d'observation en vue de valider les données qui se dégagent de l'étude. Cette première étape a porté sur l'observation de quelques traducteurs de niveaux d'expérience variés pour déterminer le temps consacré par chacun à la recherche terminologique. Elle permettra au Comité sur l'avenir de la terminologie au Canada de mettre sur pied un projet de validation à plus grande échelle au cours de la prochaine année.

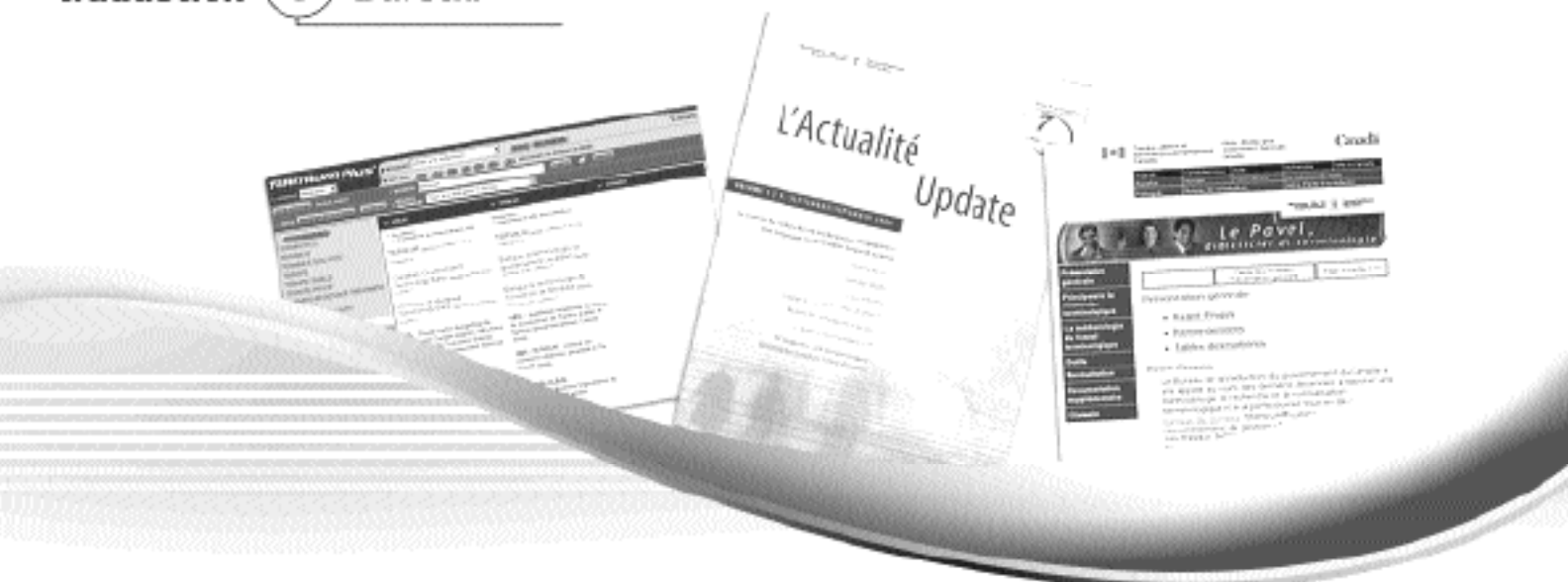
L'étude sur la valeur économique de la terminologie¹ a été conduite avec des ressources modestes. Elle constitue en fait un premier pas. Bien qu'exploratoire, elle peut favoriser une plus grande concertation entre tous les langagiers que la question intéresse, au Canada comme à l'étranger. Elle permet aussi de mieux illustrer la valeur de la terminologie à l'extérieur du milieu des langagiers. Enfin, elle jette les bases d'une argumentation solide que les terminologues pourront alors utiliser pour se trouver des emplois et vendre leurs services.

À cet égard, plusieurs pistes s'offrent à nous :

- La terminologie a une importance aussi bien dans un contexte unilingue que dans un contexte bilingue. Dès la rédaction de la première ébauche d'un document, la terminologie a un rôle à jouer.
- La terminologie est rentable dans un contexte non langagier, que ce soit pour concevoir un produit ou pour préparer des formations.
- Une terminologie claire, des modes d'emploi bien rédigés, des pages Web bien conçues permettent à une entreprise d'établir sa crédibilité et une bonne image. 📄

1. Les rapports de l'étude ont déjà été distribués à plus de 150 personnes et sont disponibles sur demande à l'adresse électronique ci-après : jean.vachon@tpsgc.gc.ca.





Le **Bureau de la traduction** : l'un des plus importants organismes de traduction et de terminologie du monde. Des produits et des services reconnus internationalement.

The **Translation Bureau**: One of the largest translation and terminology service providers in the world. Our products and services are internationally known.

● **TERMIUM®** : Plus de 3,5 millions de termes spécialisés, d'appellations et de titres dans les deux langues officielles du Canada. Maintenant près de 160 000 termes espagnols!

● **TERMIUM®**: More than 3.5 million specialized terms, proper names and titles in both of Canada's official languages. Now close to 160,000 terms in Spanish!

● **Le Pavel, didacticiel de terminologie** : Avec fiches récapitulatives et exercices accompagnés de leur corrigé.

● **The Pavel Terminology Tutorial**: With summaries of key points and exercises with answer sheets.

● **L'Actualité langagière** : Périodique trimestriel regorgeant de chroniques sur l'évolution de l'usage, de solutions aux problèmes linguistiques et d'informations sur l'industrie langagière.

● **Language Update**: Quarterly magazine full of articles on usage, solutions to linguistic problems and information on the language industry.

● **Formation** : Ateliers professionnels, stages coop, séances d'information, et bien plus! Contactez-nous!

● **Training**: Professional workshops, co-op internship program, information sessions and more! Contact us!

Tous nos **produits et services** sont offerts
dans les **deux langues officielles**!

All our **products and services** are available
in both **official languages**!

Bureau de la traduction
975, boul. Saint-Joseph
Gatineau (Québec)
K1A 0S5

Téléphone : (819) 997-3300
Télécopieur : (819) 997-1993
Courriel : bureau@tpsgc.gc.ca
www.bureaudelatraduction.gc.ca

Translation Bureau
975 St. Joseph Boulevard
Gatineau, Quebec
K1A 0S5

Telephone: (819) 997-3300
Fax: (819) 997-1993
E-Mail: bureau@pwgsc.gc.ca
www.translationbureau.gc.ca

Vers un renouveau dans la formation universitaire

Vers une formation axée plus précisément sur les besoins des terminologues.



Par Geneviève Mareschal,
trad. a.

Les professionnels de la terminologie au Canada ont des formations fort diverses, généralement dans le domaine linguistique ou langagier, mais aussi dans des disciplines autres, telles que le droit, l'économie ou l'informatique. La majorité d'entre eux, cependant, a reçu une formation en traduction. En effet, la terminologie au Canada a toujours été étroitement associée à la traduction et aux langues en contact, dans une perspective de mise en équation de l'anglais et du français ou de correction et d'aménagement linguistiques. Comme il n'existe pas de formation propre aux terminologues, cette activité a donc traditionnellement été enseignée dans les programmes de traduction.

Formation actuelle, surtout axée sur les besoins du traducteur

La formation à la terminologie intégrée aux programmes de traduction correspond adéquatement aux besoins des traducteurs. Elle dépasse même l'objectif purement traductionnel, puisqu'elle est considérée comme suffisante pour mener à une certification professionnelle en terminologie.

Cette formation comprend trois grandes composantes fondamentales : une composante *documentation*, une composante *terminologie proprement dite* et une composante *informatique*.

La composante *documentation* est axée sur la recherche documentaire, à savoir la sélection, l'analyse et l'évaluation des sources lexicographiques et

textuelles, sur support papier ou électronique, afin d'en exploiter les contenus.

La composante *terminologie proprement dite* porte sur les grands principes de la recherche terminologique et vise à inculquer de bonnes méthodes de travail en vue de produire des résultats sûrs et fiables et de consigner ceux-ci dans des banques de termes selon des normes terminologiques éprouvées.

La composante *informatique* a pour but d'initier et de former les futurs professionnels aux nombreux outils informatiques à contenu ou à fonction terminologique. Ces outils comprennent les banques de termes, les ouvrages sur cédéroms, les bases de données documentaires, les systèmes de gestion de bases de données terminologiques, les logiciels de dépouillement et d'extraction de termes, les aligneurs de bitextes, les concordanciers, les corpus électroniques, les mémoires de traduction, l'Internet, les moteurs de recherche, etc.

Le contenu de cette formation, fort lourd, est réparti dans différents cours et est aussi partiellement intégré aux cours de traduction spécialisée et technique. Il est actualisé de façon régulière en fonction de l'évolution de la discipline, des outils technologiques et des besoins du marché. Il reste cependant que ce contenu est orienté principalement vers la traduction, ce qui a pour effet de compromettre quelque peu la matière terminologique au profit de la matière traductionnelle.

Des formations plus pointues sont données dans les programmes d'études de 2^e cycle, où une spécialisation en terminologie peut être poursuivie. L'Université Laval, en particulier, a développé un profil terminologie à la maîtrise qui reprend les enseignements de base et les complète par un éventail de cours théoriques et pratiques axés sur des aspects de la terminologie peu traités au 1^{er} cycle, tels que la terminologie unilingue, la néologie terminologique et l'aménagement linguistique, la lexicologie et la lexicographie.

Bien que ces formations plus poussées se distancient quelque peu de l'orientation purement traductionnelle, elles sont loin de couvrir toutes les facettes du travail du terminologue.

Formation future, surtout axée sur les besoins du terminologue

Dans le cadre des travaux du Comité sur l'avenir de la terminologie au Canada mis sur pied en 2003 par la Direction de la normalisation terminologique du Bureau de la traduction, on a effectué un relevé des

LE CONTENU EST ORIENTÉ
PRINCIPALEMENT VERS LA TRADUCTION,
CE QUI A POUR EFFET DE COMPROMETTRE
QUELQUE PEU LA MATIÈRE
TERMINOLOGIQUE AU PROFIT
DE LA MATIÈRE TRADUCTIONNELLE.



activités confiées aux terminologues et des compétences et connaissances requises pour les accomplir.

Les activités relevées comprennent, outre celles fondamentales de recherche documentaire et terminologique et de traitement de l'information, la conception et la gestion de bases de données documentaires et terminologiques, l'uniformisation et l'harmonisation de vocabulaires-maison, la normalisation terminologique, l'aménagement linguistique et l'implantation de terminologies, l'appui à la traduction et à la localisation multilingue, la coordination et la gestion de projets langagiers, la diffusion de l'information terminologique et linguistique sous forme d'assistance-conseil, de rédaction de bulletins ou de production de lexiques, le développement de langages contrôlés, l'appui linguistique à la production de documents techniques unilingues et multilingues, l'évaluation d'outils informatiques et l'expertise-conseil dans la sélection de ceux-ci, la participation au développement de logiciels terminotiques, traductiques et de traduction automatique, la veille terminologique, etc.

Pour accomplir ces activités, des connaissances théoriques et pratiques approfondies sont requises non seulement dans les disciplines traditionnellement associées à la terminologie, mais aussi dans les domaines liés à l'évolution et à la maturation de la discipline, tels que la socioterminologie et la variation terminologique, la phraséologie, les théories et approches terminologiques contemporaines, et l'histoire de la terminologie. À ces connaissances doivent aussi être intégrées des compétences pratiques en recherche, en gestion et en communication. Enfin, les fonctions actuelles du terminologue ne se conçoivent pas sans de solides compétences informatiques, qui doivent dépasser la simple utilisation de logiciels. Une formation minimale en informatique et en linguistique informatique est de mise quand les activités terminologiques impliquent la conception, le développement et la gestion d'applications informatiques spécialisées.

L'inventaire des activités et des tâches du terminologue, d'une part, et la quantité et la variété de connaissances et de compétences requises pour les exercer, d'autre part, montrent à l'évidence qu'une formation autonome en terminologie, plus vaste et plus complète que celle qui est donnée actuellement dans les programmes de traduction, s'impose.

Cette formation, qui engloberait les enseignements et apprentissages nécessaires à l'exercice des

**UNE FORMATION
AUTONOME EN
TERMINOLOGIE,
PLUS VASTE ET
PLUS COMPLÈTE
QUE CELLE QUI
EST DONNÉE
ACTUELLEMENT
DANS LES
PROGRAMMES
DE TRADUCTION,
S'IMPOSE.**

multiples fonctions du terminologue, devrait être complétée par un stage en milieu de travail qui mettrait à l'épreuve les savoirs et savoir-faire acquis et viendrait les renforcer. Des qualités personnelles, telles que le goût de la recherche, la capacité d'analyse et de synthèse, le jugement critique, la rigueur et le souci du détail, le sens de l'organisation et l'esprit d'équipe confirmeront l'adéquation du candidat à la matière et à la profession. L'accès aux études pourrait se faire sur la base d'un premier diplôme universitaire auquel devra s'ajouter un bon bagage langagier, idéalement dans plus d'une langue.

Un projet de programme autonome au 2^e cycle, entièrement orienté vers la formation des terminologues, a été proposé en 2004 aux universités membres de l'Association canadienne de traduction. Ce projet attend de trouver preneur... Et il semblerait que preneur il y aura, dans un proche avenir, différentes universités ayant manifesté leur intérêt pour la mise en place d'une telle formation. Il se pourrait même que certaines universités collaborent entre elles à un programme commun en utilisant les moyens technologiques de l'Internet et de la vidéoconférence pour offrir certains enseignements. 📺



On ne badine pas avec *META*

Par Georges L. Bastin, trad. a.

META est la seule revue universitaire¹ de traduction au monde à avoir résisté aux assauts du marché de l'édition pendant 50 années à raison de 4 numéros par an, soit 50 volumes et 200 numéros, chacun d'une moyenne de 200 pages.

Le *JOURNAL DES TRADUCTEURS / TRANSLATORS' JOURNAL* a été fondé en 1955 par l'Association canadienne des traducteurs diplômés. Ses fondateurs : R. F. Stanislas-Joseph, i.c., Fernand Beauregard, Jean-Paul Riopel, Hélène Lanctôt, Gérard Labrosse. Ses directeurs : Jean-Paul Vinay de 1956 à 1966, ensuite Blake T. Hanna en 1967 et André Clas depuis 1968, soit pas moins de 37 ans pour l'artisan de l'internationalisation de la revue.

Pour marquer ce jubilé, *META* a tenu à réunir à l'Université de Montréal, du 7 au 9 avril dernier, un Colloque mémorable, intitulé *Pour une traductologie proactive*. Plus de 150 participants d'une vingtaine de pays et des cinq continents, rassemblés autour d'un thème à la fois simple et complexe. L'objectif consistait, d'une part, à faire le bilan de la traductologie « moderne ». Mais, comme la nostalgie n'est plus ce qu'elle était, le colloque visait, d'autre part, à interroger l'avenir. Une démarche proactive est en effet celle qui cherche à construire l'avenir en anticipant les besoins. La proactivité évoque également engagement, activisme voire subversion. Le colloque invitait donc à réfléchir sur les dimensions proactives de la traductologie dans ses volets « disciplinaire, pédagogique, culturel et politique, terminologique et technologique ». Il en fut ainsi, les actes le démontreront. Patience...

Signe des temps, les langues de travail du colloque, outre les langues

officielles, incluaient l'espagnol. On comptait d'ailleurs une forte représentation de diverses universités espagnoles, de même qu'une délégation asiatique très riche.

Quatre conférences plénières ont ponctué des séances marathoniennes. En effet, une centaine de communications ont été présentées dans quatre salles différentes au cours des trois journées de travail. Dans la première conférence, Maria Tymoczko (University of Massachusetts) a brossé les « trajectoires de la théorie de la traduction et de la méthodologie de la recherche ». Le deuxième jour, Don Kiraly (Johannes-Gutenberg Universität Mainz-Germersheim) s'est livré à une démonstration de la pédagogie socio-constructiviste. Ensuite, Marie-Claude L'Homme (Université de Montréal) a passé en revue les tenants et les aboutissants des diverses approches terminologiques à la lumière de la notion de « terme ». Enfin, Francisco Larfarga (Universitat de Barcelona) a fait étalage des multiples publications espagnoles en matière d'histoire de la traduction, pour terminer sur le volume de 872 pages intitulé *Historia de la traducción en España*².

Au-delà des remerciements d'usage, la séance de clôture a été marquée par une synthèse qui a mis en regard quelques dizaines de phrases choc glanées au hasard des communications pour le plus grand plaisir des rescapés de cette éprouvante course à la proactivité. ➤

1. *Babel*, organe de la FIT, est née un an plus tôt et en est à son volume 51. *Babel* se distingue aussi de *META* par la taille de ses numéros qui ne dépassent guère la centaine de pages.

2. LAFARGA, F. y L. PEGENAU (Eds.) (2004). *Historia de la traducción en España*, Salamanca, Editorial Ambos Mundos.

Minorités linguistiques et système de santé

Par Marco Fiola, trad. a.

Symposium Soins de santé primaires pour tous. Briser les barrières linguistiques; du 4 au 6 mai 2005

Du 4 au 6 mai, environ 90 délégués venus d'un océan à l'autre (et même du Grand Nord!) et représentant les professionnels de la santé, les décideurs du secteur des soins de santé primaires et les interprètes en milieu social se sont donné rendez-vous à Orangeville, au nord de Toronto, pour se pencher sur la délicate question des barrières linguistiques dans la prestation des soins de santé primaires au Canada. Ce symposium s'inscrivait dans le cadre d'un projet triennal mis sur pied par le Health Interpretation Network (HIN) de Toronto et par Un Maillon essentiel Canada¹, deux organismes voués à la professionnalisation des services d'interprétation en milieu social, avec le soutien financier du Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires de Santé Canada.

Une brochette de conférenciers se sont succédé pour faire valoir leur point de vue. C'est Raj Anand, ancien commissaire en chef de la Commission ontarienne des droits de la personne, qui a ouvert le bal en présentant l'accès aux soins de santé comme l'un des droits de la personne couverts, selon lui, par la *Charte des droits et libertés*. Par la suite, Sarah Bowen et Elizabeth Stranger, respectivement de l'Office régional de la santé de Winnipeg et de la Commission de la santé de la région côtière de Vancouver, ont abordé la question de l'accès aux services de santé à partir de la perspective de la qualité des soins aux minorités linguistiques. Vint ensuite le docteur Michael Rachlis, analyste de politiques en matière de santé, qui a utilisé son intervention pour faire un peu de lumière sur le « mythe »

du sous-financement des soins de santé et sur l'opportunité de revoir ce système qui, pendant longtemps, a fait la fierté de nombre de Canadiennes et Canadiens mais qui, de plus en plus, a mauvaise presse. Dave Rubel, directeur de la vérification interne de l'Office régional de la santé de Winnipeg, a ensuite présenté un modèle d'analyse et de gestion des risques liés à la prestation des soins de santé aux minorités linguistiques.

Le Comité organisateur avait également invité le docteur Antonio Chiarenza, représentant de l'OMS et coordonnateur du groupe de travail sur les hôpitaux-santé adaptés aux migrants, qui a présenté un projet auquel ont participé douze pays de la communauté européenne. Enfin, plus près de nous, Jack McCarthy, directeur général du Centre de santé communautaire Somerset West, à Ottawa, a invité les participants à réfléchir à la problématique de l'accessibilité des soins de santé pour les minorités linguistiques dans le cadre de la réforme des soins de santé primaires en cours au Canada.

Durant la deuxième journée, les participants se sont vu présenter des pistes de solution au problème de l'accessibilité des soins et ont eu l'occasion de faire connaître leur point de vue sur différents problèmes, sur un fond de toile pancanadienne. C'est ainsi que se sont succédés des professionnels de la santé, des représentants de cliniques de santé et de centres d'intégration pour personnes immigrantes, de programmes de formation d'interprètes, de services d'interprétation et d'agences de coordination de services d'interprétation du milieu de la santé.

À l'issue de la rencontre, les délégués ont cerné les priorités et ➤

Notes et contrenotes

Le coup de Grasse

Eve Renaud, trad. a. (Canada)

Kevin Smith arriva à l'auditorium et reconnut quelques visages parmi les participants. Des gens qu'il avait croisés la veille, à l'allocution d'ouverture. Mais la plupart s'empressèrent de détourner le regard en le voyant s'approcher. *Tous des snobs*, pensa-t-il, inconscient de sa cravate de travers, de son veston en accordéon et de sa barbe de deux jours.

L'exposé de la journée allait ratisser large : histoire de la parfumerie, formation des parfumeurs, fabrication, tendances, marchés. Il connaissait bien le domaine et s'attendait à quelques heures sans souci... et sans intérêt. Mais le patron avait voulu qu'il y soit et il y était.

Venu tout droit de Grasse pour représenter le fief traditionnel de la parfumerie, le conférencier s'installa.

L'historique, bien sûr, pensa Smith, *on nous fait le coup chaque fois*. Comme si les conférenciers étaient incapables d'entrer en matière autrement que par la porte de l'Antiquité ! Il rentra la tête dans les épaules, prêt pour le bombarde-

ment de clichés, les « temps immémoriaux » et tout le reste. *Ça y est, nous y sommes*.

« ... évolution des supports des substances odorantes, depuis les fumigations jusqu'aux baumes en passant par les liqueurs fermentées. »

Fermented liquors, pensa Smith, déjà distrait, l'esprit voguant vers celles qu'il avait absorbées jusqu'aux petites heures et dont les vapeurs se faisaient encore sentir. Allons, concentrons-nous, se morigéna-t-il.

« Les parfumeurs français sont de purs produits du 6^e arrondissement ; ils ont tous des diplômes en poésie et en commerce des écoles chic. »

Smith pensa *chick schools* et gloussa. Au mouvement qu'il perçut, il crut comprendre qu'il avait peut-être gloussé un peu fort.

Le conférencier se payait un examen de conscience : « Les créateurs croient que parce qu'ils sont Français, le monde va se prosterner à leurs pieds, s'estimant heureux d'être oints de leurs créations.

« Mes parfums ont fait perdre cinq millions d'euros à la maison mais qu'importe, ce sont des œuvres d'art et ils traverseront le temps, témoignages éternels de mon esthétique immortelle et pure », croient-ils. »

... bearing witness to my immortal, pure aesthetic... Smith se tordit sur sa chaise très amusé de ce petit détour de sa pensée et, surtout, du fait d'avoir ponctué cette dernière syllabe d'un formidable hoquet.

Était-ce pour lui, ces toux courroucées ?

Puis le conférencier aborda la nomenclature des ingrédients. « ... plus de deux cent vingt dans mon laboratoire, et j'en ai utilisé tout au plus une centaine. Ils sont là pour le cas où... Un jour. Comme un mot dans le dictionnaire. »

Il a dit combien ?, se demanda Smith, un peu égaré par cette allusion au dictionnaire et craignant à présent le tour que prendrait son compte rendu au patron. *Combien de mots dans le dictionnaire ?* murmura-t-il, comme s'il cherchait de l'aide, suscitant cette fois pas mal de bruit et de regards furieux.

Imperturbable, le conférencier se lança dans une litanie de substances, sautant d'une case à l'autre du tableau périodique comme dans une marelle.

La complainte de Mendeleïev, s'esclaffa Smith, s'empressant de

puiser dans son verre le souvenir de ses études en chimie.

Le spécialiste était lancé.

« ... anthranilate de méthyle... »

Tiens, on disait ça comment, au labo ?, tenta de se souvenir Smith, plus spécialisé dans l'éthylque. *Methyl annihilate...* Et un fou rire, de fait, l'annihila presque.

« ... vétiver, liquidambar... »

A small glass of bar liquid... Voilà une étrangeté qui l'incita à renifler bruyamment son propre verre, au grand dam des passionnés dans la salle.

« ... méthylparabène... »

Boy does he look good ! Et Smith rougissant s'empressa de remercier.

« ... néroli, lionone et penta-none... »

Nero, Leo IX and the whole pantheon..., soliloqua Smith, ravi de cette étrange mythologie.

Le conférencier était remonté à bloc.

« ... dodécalactone, opopanax... »

« *Dodeca-lactone, opopanax, opopanax...* », scanda Smith, les yeux fermés tout en se dandinant sur ce *rap* spontané de la meilleure tenue. *Mais cette clameur est vraiment très distrayante*, se dit-il au moment même où des poings rageurs frappaient à la porte de la cabine.

Car il se trouvait que Kevin Smith était l'interprète de cette conférence. ☺

○ Échappées sur le futur

9 – 11 septembre 2005, Monterey (Californie) — **Professional Education of 21st Century Translators and Interpreters**. Monterey Institute of International Studies Graduate School of Translation and Interpretation. Renseignements : www.iti.org.uk/uploadedFiles/events/050210%20Montereyconference%20new.pdf

23 – 25 septembre 2005, Łódź (Pologne) — **4th International Maastricht-Lódź Duo Colloquium « Translation and Meaning » Łódź Session**. Université de Łódź. Renseignements : www.hszuyd.msti.translation-and-meaning.nedweb.com

29 septembre – 1^{er} octobre 2005, Piano di Sorrento (Italie) — **XII Congresso Internazionale « Tradurre e comprendere. Pluralità dei linguaggi e delle culture »**. Società Italiana di Filosofia del Linguaggio. Renseignements : <http://www2.unime.it/scef/filling/napoli/index.html>

19 – 22 octobre 2005, Pampelune (Espagne) — **VIII^e Congrès « Culture européenne »**. Centro de Estudios Europeos. Renseignements : www.unav.es/cee/viiiicongre.html

2 – 5 novembre 2005, Montréal (Québec) — **Colloque Association des traducteurs et traductrices littéraires du Canada (ATTLC)/American Literary Translators Association (ALTA)**. Hôtel Omni Mont-Royal. Renseignements : www.literarytranslators.org/conference.html

9 – 12 novembre 2005, Seattle (Washington) — **46th Annual Conference American Translators' Association**. Renseignements : www.atanet.org

une série de moyens devant permettre de faire valoir le point de vue des minorités linguistiques, et ce, dans le but ultime de veiller à ce que les principes d'universalité et d'accessibilité de la *Loi canadienne sur la santé* soient respectés, peu importe l'endroit où l'on vit et la langue que l'on parle.

Les actes de cette rencontre seront publiés sous peu. Pour connaître tous les détails, on consultera le site Internet de l'organisme Un Maillon essentiel Canada dans les semaines à venir. ☺

1. www.criticallink.org

Un jubilé qui mérite d'être souligné



Un cinquantième anniversaire, ça se fête ! Et, *Meta : Journal des traducteurs* le fait en grand. Après un magnifique colloque, tenu du 7 au 9 avril 2005 à l'Université de Montréal, *Meta* nous offre, dans les premier et deuxième numéros de son cinquantième volume, 794 pages qui sauront alimenter notre réflexion sur la traduction. L'éditorial, en page 2 du numéro 1, retrace un bref historique du *Journal des traducteurs*, fondé en 1955. Ce numéro, sous la direction de Christian Balliu, est consacré à l'enseignement de la traduction dans le monde. Il vise à « définir la traduction sur le plan conceptuel, à en délimiter les contours et à en analyser les variantes ». Il se penche sur les programmes universitaires, l'enseignement des langues de spécialité et de l'interprétation, et sur l'importance du sociolecte en traduction. Il donne aussi un aperçu de l'enseignement de la traduction dans différents pays tout en s'intéressant aux spécificités du marché.

Dans l'article, « Former des traducteurs pour qui ? Pour quoi ? », Jean-René Ladmiral et Marie Mériaud soulignent certains problèmes posés par la mondialisation et le besoin grandissant de traduction qui s'ensuit, et qui, paradoxalement, incite les entreprises à éviter le recours à un professionnel. Une connaissance

accrue des langues étrangères et la technologie qui établit une « concurrence », réelle ou imaginaire, entre localisation, adaptation et traduction engendrent également des difficultés. L'une d'entre elles nous touche particulièrement, nous, Canadiens : celle des clients potentiels qui ignorent leur besoin de traducteurs, puisque dans notre Canada bilingue, nombreux sont ceux qui croient pouvoir s'en passer. Les auteurs proposent quelques solutions intéressantes pour les professionnels et pour les institutions formatrices.

À noter : un excellent article de Geneviève Mareschal intitulé « L'enseignement de la traduction au Canada » qui brosse un tableau des différents programmes de traduction offerts au Canada et des tentatives d'intégration des réalités modernes de la technologie et de la mondialisation à ces programmes.

Le deuxième numéro de *Meta*, « Processus et cheminement en traduction et en interprétation », comme son titre l'indique, met l'accent sur les processus liés à la traduction et à l'interprétation. Du point de vue de l'évolution de la traduction, il s'intéresse au rôle de la théorie dans la pratique, aux approches, aux méthodologies et aux théorisations de plus en plus diversifiées qui intègrent d'autres secteurs des sciences humaines. André Clas propose de se détourner du « constant utilitarisme qui encrasse certains canaux » et de « s'interroger pour innover, revoir, retravailler, réexaminer, réanalyser, refaire et ainsi trouver un nouveau sentier avec des réponses, des orientations, des réflexions ordonnées... »

À cet égard, l'article de Mathilde Fontanet, « Temps de créativité en traduction », nous met sur la piste. M^{me} Fontanet souhaite alimenter le débat sur la créativité dans le processus de traduction. Elle prend sa propre démarche traductive comme sujet d'observation et montre, à l'aide d'exemples,

comment la créativité fait partie, non seulement du processus de reformulation, mais aussi du processus de compréhension. (B. C.)

Terminologie et traduction

Hieronymus (1/2005) étudie le « couple » terminologie et traduction. La revue reproduit les exposés des invités du congrès *Équivalences 04*, qui s'est tenu à Berne le 15 octobre 2004. L'article de Jean-Marie Vande Walle, « Terminologues et traducteurs : dialogue (au) quotidien », parle de l'évolution de la terminologie ; la formation du néologisme remonterait à 1748 et la terminologie moderne à 1909. Il en offre quelques définitions sous forme de tableau. Il présente également au lecteur des ressources et des outils terminologiques, dont Infoterm, Le grand dictionnaire terminologique et Termium, tout en dressant un bilan de la réalité terminologique du traducteur, des nouvelles perspectives et des problèmes actuels.

Un autre article très pertinent, celui d'Élisabeth Blanchon sur l'intérêt de la néologie pour les traducteurs. Et, pour ceux qui lisent l'allemand, Thomas Fallgatter traite de la terminologie et du droit d'auteur. (B. C.)

Au cœur de L'Actualité

Dans *L'Actualité langagière* (vol. 2, numéro 1), Jacques Desrosiers pose la question « Fédéral-provincial ou fédéro-provincial ? ». Si les deux termes se côtoient depuis 25 ans dans les textes législatifs, le dernier n'arrive pas à s'implanter. À de rares exceptions près, les traducteurs tout comme la presse le boudent, et il semble inexistant en Europe. Comment a-t-il vu le jour ? Est-il justifiable ? Si oui, pourquoi tant d'hésitation à l'accepter ? Jacques Desrosiers a trouvé de bonnes réponses.

Fanny Vittecoq nous amène dans la réalité de l'après 11 septembre 2001 avec les problèmes que soulève la graphie du mot « attentat suicide » : avec ou sans trait d'union, avec ou sans « s » à « suicide » au pluriel ?

Quant à Frédélin Leroux fils, il argue, appuyé par une documentation fouillée, rehaussée de la pointe d'humour qui lui est propre, « qu'arguer » ne signifie pas que « prétexter » — à lire sans faute ! (B. C.)

Guerre et langues

On trouvera dans la dernière livraison de *The Linguist*, vol. 44, numéro 1 (février-mars 2005), un article de fond sur la situation de l'enseignement de l'arabe et de l'hébreu en Israël. L'auteur, Nyier Abdou, a enquêté pour savoir qui apprend l'autre langue et pour quelles raisons. Premier constat prévisible : la langue de l'autre demeure toujours suspecte, et si les programmes d'enseignement ont été timidement mis en place, ce n'est que du bout des lèvres que les uns cherchent à s'exprimer clairement dans la langue de l'autre. Pourtant, l'enseignement des deux langues s'effectue dans certaines écoles avant-gardistes dont on ne peut douter des bonnes intentions : « À l'école Galil, la traduction est mal vue. Il est interdit de traduire », affirme Noa Zuk, l'un des co-directeurs de l'école. « Lorsque nous nous traduisons mutuellement, nous n'avons plus de raison d'apprendre la langue de l'autre. Si vous savez la langue de l'autre, vous le connaissez bien mieux : vous savez ce qu'il veut dire. Nous croyons que ce dialogue est la seule façon de faire avancer les choses. » [traduction de l'anglais] Certes, mais il ne faut pas non plus oublier que cette responsabilité incombe aussi, et peut-être d'abord, aux politiques. Est-ce à dire que pour favoriser la paix et la

Networks in Translation

mise en place de solutions pacifiques, l'apprentissage de la langue de l'autre pourrait constituer un passage obligé dans la carrière de tout politicien? (É. P.)

Traduction et (im)migration

C'est sous ce thème qu'est publié le plus récent numéro de **TTR** (vol. xvi, numéro 2, 2^e semestre 2003), qui nous propose un article de Ginette Demers sur l'interprétation aux débuts de la fondation de la Colombie-Britannique de 1793 à 1846, de même qu'un texte de Paola Daniela Smecca sur la littérature de voyages du point de vue des migrations culturelles en France et en Italie, et un article de Denise Merkle sur la Lutetian Society, qui, en 1894 et 1895, a publié « illégalement » en traduction à Londres des romans d'Émile Zola alors interdits de publication. Savoyane Henri-Lepage nous propose un article qui se situe à la même époque mais qui porte sur la réception en France de George Eliot, auteure victorienne. Signalons aussi un article intéressant d'Anne Malena sur la mise en parallèle du cheminement de deux écrivaines contemporaines et de leur rapport à l'autotraduction. Les deux auteures ont émigré en Amérique du Nord à peu près au même âge, soit à 12 et à 13 ans, mais proviennent de deux pays très différents soit la Pologne dans le cas d'Eva Hoffman, et Haïti dans le cas d'Edwige Danticat. (É. P.)

Brigitte Charest
Éric Poirier, trad. a.

For their fourth annual conference in the series *Voyages in Translation Studies*, Concordia University's Association of Graduate Students in Translation Studies (ASTS) chose the topic *Networks in Translation*. The conference, held in Montreal, March 8, 2005, set out to explore the implications for translators and researchers of the important cross-border links that are created between people, disciplines, genres, techniques and cultures in the modern Internet-driven world. The full-day event brought together students from many universities and was voted a huge success by all who participated.

The ASTS was honoured to welcome Dr Michael Cronin, Associate Professor and Director of the Centre for Translation Studies at Dublin City University, who is regarded as one of the most influential thinkers in cultural studies in Ireland. In his keynote address, *Translation and Cosmopolitanism*, Michael Cronin began by examining the intertwining aspects of cosmopolitanism and the greater awareness of the interconnectedness of societies and people today. Cosmopolitanism transcends the nation state model, repressing complex repertoires of allegiance and allowing freedom of movement back and forth across boundaries.

Most current global localization is "top down" aimed at producing gigantic commercial communities. In contrast, "bottom up" localization, on the European model, allows local content to be exported to other countries. Similarly, as we recognize that people belong to society in different ways, Western-centered theories of macro-cosmopolitanism are being challenged in favour of micro-cosmopolitanism.

With global demographic shifts come questions of identity preservation and the role of host nations. Translation is essential for preventing a community from suffering cultural harm. Translators facilitate second-order networking to make connections, link cultures and

languages, and to set up the conditions for the exchange of goods, technologies and ideas.

One of the main aims of the series is to forge links between different universities and give students a platform to share and discuss their work with colleagues outside their departments. Eight graduate students, representing four universities in Québec, accepted the invitation to present papers, which covered a variety of theoretical and practical subjects.

Mondialisation, politique culturelle et droit de la traduction: Salah Basalamah (doctorat en traductologie, Université de Montréal) redefined the traditional position of the translator with reference to international copyright law, promoting a new syllogism in which the translator becomes a free artist. As autonomous trans-cultural mediators, translators have an independent right to be published, free of any constraining economic factors.

L'interprétation judiciaire auprès des juridictions pénales internationales: AnneMarie Taravella (maîtrise en traductologie, Concordia University) took a clear informative look at the responsibilities of the interpreter in this new legal context. The parameters are new; translators hold a unique and powerful position, and are a critical link in the judicial process.

Who has the last word? An Examination of Interference by Francophone Clients and Supervisors in English Translation in Montreal: In her survey, Jo-Anne Hadley (MA, Translation Studies, Concordia University) found that many "corrections" and additions are made to the texts of English translators. Her analysis demonstrated how these reflect the particular linguistic context of Montreal and the varying degree of autonomy and respect granted English language professionals.

La traductologie ouvre la voie à la visibilité du traducteur : l'exemple d'André Markowicz: Brigitte Charest (maîtrise en traduction, Université

de Montréal) underlined the public's changing perception of translators. The visible translator's vital role is illustrated in her analysis of the transformations in Markowicz's translations of Dostoyevsky.

Bibles in the Golden Age of Translation: A Renaissance of Meaning in Words: Seamus McClare (MA, Translation Studies, Concordia University) asked whether language can be a carrier of truth and considered whether meaning is inherent. His presentation dealt with Bible interpretation and translation during the Renaissance and the Reformation.

Le théâtre de Carlo Goldoni adapté pour le public québécois par Marco Micone: Cristina Zoghbi (maîtrise en traduction, Université de Montréal) studied the translation/adaptations of *La Locandiera* and *Le Donne di buon umore*, in which a visible translator deliberately intervenes. Cristina analyses the reasons for Micone's changes, through which he comments on social questions in modern Quebec.

Brèves considérations sur la théorie et la pratique de la traduction d'un roman sud-coréen basées sur l'unique culture coréenne: Kim Young-Lee (doctorat en traductologie, Université Laval) chose to analyze a French and an English translation of a Korean novel, « *Le poète*, un roman coréen », in the light of modern translation theories. She studied how domesticating and foreignizing strategies are applied.

Bad weather unfortunately prevented Nicole Lavigne (University of Ottawa) from being able to make the journey to Montreal. The organizers hope that another opportunity will present itself to hear her presentation, *Networking the Senses — Sound Considerations in Translation*.

A buffet lunch was provided, and the day wound up with a draw for several door prizes, generously provided by OTTIAQ and MultiLingual magazine.

ChrisTina Anderes
Diplôme 2^e cycle en Traduction,
Concordia University

Vive la francophonie canadienne libre !

L'histoire de la lutte des communautés francophones canadiennes pour gagner le droit à scolariser leurs enfants en français n'est pas toujours bien connue au Québec. Un avocat spécialisé dans le domaine présente un commentaire sur un important ouvrage publié par un éminent professeur de l'Université d'Ottawa.

Par David Leitch

BEHIELS, Michael D. *La francophonie canadienne : renouveau constitutionnel et gouvernance scolaire*; version française, François Gauthier et al. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 2005. (Collection Amérique française, ISSN 1480-4735; n° 12) Traduction de : *Canada's francophone minority communities*. ISBN 2-7603-0600-3

Michael D. Behiels affirme que son livre cherche à combler le vide laissé par d'autres récits concernant la lutte des minorités de langue officielle pour obtenir la gouvernance de leurs écoles comme le prévoit l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* de 1982. L'auteur soutient que, là où les autres analystes se sont surtout intéressés à l'interprétation de cette disposition par les tribunaux, son ouvrage porte sur le rôle joué par les minorités francophones dans la mise en application de cette disposition hors Québec, laissant entendre que la lutte n'était pas gagnée seulement dans les palais de justice.

Pourtant, ce livre démontre que ce n'était qu'en faisant valoir leurs droits en vertu de l'article 23 devant les tribunaux que ces minorités ont pu assurer leur propre avenir. Dans ce domaine, elles n'ont connu que des succès, en Ontario, en Alberta, au Manitoba et à l'Île-du-Prince-Édouard, et c'est ainsi qu'elles ont établi le droit de gérer leurs propres écoles. Le livre expose les trois premières des quatre victoires juridiques — la quatrième est racontée dans le touchant film d'Anne-Marie Rocher, *Les Acadiens de l'Île, chronique d'une renaissance*.

En revanche, quand l'auteur décortique ce qu'il appelle des « négocia-

tions mégaconstitutionnelles », c'est-à-dire l'adoption de l'article 23, l'accord Meech et l'accord de Charlottetown, on voit que la Fédération des francophones hors Québec, renommée la Fédération des communautés francophones et acadiennes en 1991, s'est toujours rangée du côté des perdants.

Pour ce qui est de l'adoption de cet article, la Fédération n'a rien fait pour plaire à l'auteur de cette disposition, Pierre Elliott Trudeau, à l'époque premier ministre du Canada. Depuis sa création, la Fédération a appuyé le mouvement nationaliste au Québec, car elle était « convaincue qu'un Québec de plus en plus puissant et dirigé par sa majorité francophone augmenterait la viabilité et le pouvoir de négociation des communautés francophones minoritaires ». Ensuite, qualifiant l'article 23 de bien trop vague pour transformer le *statu quo*, la Fédération n'a pas caché le fait qu'elle était profondément déçue par le gouvernement Trudeau, qui « a promis beaucoup mais donné peu ». Il s'agissait apparemment de la première défaite de la Fédération dans le cadre des « négociations mégaconstitutionnelles ».

Toutefois, par suite de la première victoire juridique en Ontario, la Fédération a commencé à s'apercevoir que l'article 23 revêtait une plus grande valeur qu'elle ne le croyait. Certains membres de la Fédération ont perçu l'accord Meech comme un revirement constitutionnel qui pourrait enlever ces nouveaux gains. Selon Michel Bastarache, à l'époque avocat, cet accord prônait un bilinguisme territorial — un Québec francophone et un Canada anglophone — qui affaiblirait le bilinguisme pancanadien, comme le véhicule l'article 23.

Malgré ces réserves, la Fédération a fini par appuyer l'accord Meech dans l'espoir que le « Québec réintègre le giron confédératif du Canada ». Avec la défaite de cet accord en 1990, l'option constitutionnelle de la Fédération est rejetée une deuxième fois.

La troisième fois fut, bien entendu, la défaite de l'accord de Charlottetown deux ans plus tard. La Fédération a appuyé cet accord du fait qu'il reconnaissait les minorités de langue officielle comme des « communautés » dont on prévoit « l'épanouissement » et « le développement ». En réalité, ces principes avaient déjà été acceptés et appliqués par la Cour suprême deux ans auparavant.

On peut toutefois se demander pourquoi l'auteur s'est tant intéressé à tous ces pourparlers constitutionnels infructueux. En effet, l'histoire de la lutte des minorités de langue officielle pour obtenir la gouvernance de leurs écoles est, avant tout, l'histoire de l'article 23 de la *Charte*. Si l'on doit respecter la décision de laisser à d'autres le soin d'élucider la jurisprudence, on peut tout de même critiquer l'absence d'un exposé plus détaillé des origines historiques de cette disposition car elles révèlent une très grande ironie : malgré le fédéralisme inflexible de Pierre Elliott Trudeau, l'article 23 est presque une copie conforme de la *Charte de la langue française* du Parti québécois, adoptée cinq ans avant la *Charte canadienne des droits et libertés*. Certes, l'article 23 a substitué « la clause Canada » à « la clause Québec » afin de protéger la mobilité des citoyens canadiens. Il n'en demeure pas moins que l'article 23 a retenu et recyclé



le critère de base énoncé par la *Charte de la langue française*, c'est-à-dire que l'admissibilité aux écoles des minorités de langue officielle du Canada est fonction des antécédents scolaires des parents ou, le cas échéant, des sœurs et des frères. Justement, M. Behiels aurait pu examiner de plus près la relation entre l'objet de son étude, la gouvernance de ces écoles, et les questions d'admissibilité, quoique, là encore, il s'agit de jurisprudence.

Il reste que M. Behiels relève le défi de présenter de façon compréhensible l'énorme éventail de positions prises par diverses organisations francophones, par des gouvernements provinciaux et fédéraux, par des avocats et des activistes, et cela sur une période de plus de 40 ans. Son livre servira non seulement de référence incontournable, mais aussi de source d'inspiration pour ceux et celles qui voient en l'article 23, comme l'a dit l'ancien juge en chef Brian Dickson, « la clef de voûte de l'engagement du Canada envers le bilinguisme et le biculturalisme ».

Un dictionnaire visuel bilingue des loisirs de grande nature

Utile et agréable, Le Petit MEC saura répondre à bien des questions!

Le Petit MEC : dictionnaire illustré du matériel d'activités de grande nature/Mountain Equipment Co-op, Outremont, Québec, Carte blanche, 2004, 127, [29] p.

Un peu comme c'est le cas de bon nombre d'activités de loisirs, à l'exception peut-être de la philatélie qui entretient un rapport privilégié avec l'imprimé, les langagiers qui traduisent des textes dans le domaine des activités de plein air ne peuvent malheureusement compter que sur de trop rares ressources terminologiques d'envergure. Ils seront donc nombreux à se réjouir de la parution en 2004 du *Petit MEC : dictionnaire illustré du matériel d'activités de grande nature*, publié aux Éditions Carte Blanche, qui vient combler ces lacunes. D'autant plus que, contrairement aux travaux relativement marginaux qui sont souvent le fruit d'inconditionnels consciencieux mais isolés, cet ouvrage-ci a été réalisé sous la gouverne d'une chaîne de commerces de détail très bien connue dans le domaine, à savoir Mountain Equipment Co-op, qui se distingue aussi par son statut particulier de coopérative. Le mouvement coopératif, dont la mission, il faut le souligner, vise aussi l'engagement social, nous offre donc, avec cette production lexicographique, un bel exemple de ce que les entreprises sont en mesure de réaliser sur le plan terminologique lorsqu'elles se donnent les moyens de le faire, mais surtout aussi, lorsqu'elles reconnaissent toute l'importance et la valeur de ce type de réalisation pour la traduction et, indirectement, pour une meilleure diffusion de leurs communications internes et externes.

Le Petit MEC, dont le titre évoque avec une pointe d'humour pas du tout complaisante le plus connu des deux grands petits



dictionnaires de la francophonie, se présente donc comme un petit dictionnaire visuel réparti en sections qui portent chacune sur une activité précise de plein air, ou, pour la dernière section, sur un sous-domaine à vocation plus générale, qui se présentent comme suit : l'escalade, le canot et le kayak, le vélo, les sports d'hiver, la randonnée et le camping ainsi que les vêtements et les chaussures. Le lecteur trouvera dans ces sections des photos décrivant plus de 750 termes et 400 photos de produits utilisés dans les loisirs de grande nature non motorisés. Fait à noter, le corps de l'ouvrage présente exclusivement les termes français et la partie bilingue se retrouve en fait dans les deux index français-anglais et anglais-français qui se trouvent à la fin du dictionnaire.

Côté contenu, l'ouvrage nous propose une terminologie soigneusement sélectionnée pour sa pertinence et l'on n'y trouvera pas, par exemple, une simple énumération des différents types de vélo. Les auteurs ont plutôt choisi de nous présenter plusieurs sous-ensembles d'éléments d'un degré élevé de technicité, à savoir pour le vélo, celui des outils et des instruments utilisés pour l'entretien et la réparation. Ainsi, on relève dans la



section sur les sports d'hiver pas moins de 13 éléments pour la botte de ski alpin usuelle, que l'on désigne par l'expression « botte de ski de haute route ». L'ouvrage fait ici figure de pionnier et d'œuvre de normalisation puisque cette appellation, « ski de haute route » se veut un équivalent de l'expression « ski alpin », qui, si l'on y pense, apparaît un peu ridicule pour désigner ce type de ski tel qu'il est pratiqué aujourd'hui partout dans le monde, et pas seulement dans les Alpes (européennes, allais-je ajouter, mais bon, notre professionnalisme nous conditionne à éviter les pléonasmes et encore plus les tautologies, alors, évitons, mais juste à moitié de toute façon puisque c'est déjà écrit ou fait, si l'on peut dire...).



En somme, un ouvrage important qui sera utile nécessairement aux langagiers du domaine, mais qui plaira aussi aux amateurs de plein air et à tous ceux qui, comme il est très bien décrit en quatrième de couverture, se reconnaissent « [...] dans cette phrase "Je cherche le petit machin qui est pardessus la patente qui croise le gusset de la roue de vélo [...]" ». Surtout que les premiers, malgré le rôle de modèle à suivre que leur expérience et leur compétence linguistique leur confèrent, n'échappent pas non plus jusqu'à un certain point aux travers et aux particularités d'usage de la collectivité de ceux et celles pour qui ils traduisent ou rédigent. ☺

Éric Poirier, trad. a.

Gestion-conseil MD inc.

Transcription de dictée
(cassettes ou fichiers .doc)
sur les logiciels suivants :

Word • WordPerfect
Lotus Word Pro • PowerPoint
Freelance • Excel
Lotus 1-2-3 • HTML

Excellente maîtrise de
la langue française et solide
expérience des textes
des Bureaux de la traduction

Manon Durocher

Tél. (450) 652-4206 • Téléc. (450) 652-4424 • manon.durocher@videotron.ca

**AnneMarie Taravella
et Solange Lapiere**

Canada-Québec

LARIVIÈRE, Louise-Laurence, *Guide de féminisation des noms communs de personnes*, Montréal : Fides, 2005, 217 p., ISBN 2-7621-2621-5.

Un premier répertoire féminin/masculin de plus de 16 000 noms communs de personnes, accompagné d'un résumé des grandes règles de formation en genre du français moderne. Pour trouver facilement et rapidement le féminin d'un terme.

Cinéma



BOSSENO, Christian-Marc et Yannick DEHÉE, *Dictionnaire du cinéma populaire français*, Paris, Nouveau Monde, 2004, ISBN 2847360824. Illustrations de Tardi.

D'ordinaire, les dictionnaires traitent sérieusement des sujets sérieux. Or, celui-ci traite d'un cinéma dit « populaire » souvent négligé par ailleurs, de Louis Feuillade à Luc Besson, et de la *Grande Vadrouille* aux *Choristes*. Un pavé de 4 kg qui « ambitionne de recenser acteurs, réalisateurs, films, techniciens, thèmes, lieux mythiques du cinéma de divertissement français "des origines à nos jours"... » (*Le Monde*, cité sur Alapage.com)

Communication et marketing

CARO, Antonio et Marcelino ELOSUA, *Diccionario LID de comunicación y marketing*, Madrid, LID Editorial Empresarial, 2005, ISBN 84-88717-07-5.

Dictionnaire de communication et mercatique de 7 000 termes, avec des définitions en espagnol, des équivalents en anglais (britannique et nord-américain) et un dictionnaire inversé anglais-espagnol.

Droit et économie

NICHOLSON, Kate et Anna STEVENSON (dir.), *Dictionnaire juridique/ Law Dictionary (français-anglais/ English-French)*, Paris, Dalloz et Harrap, 2004, ISBN 2-247-05822-1, 146 p.

Plus de 11 500 mots et expressions du monde juridique (droit civil, droit constitutionnel, droit pénal, jurisprudence, augmenté de 200 encadrés précisant les termes et concepts juridiques importants et d'annexes décrivant les systèmes juridiques français et anglosaxons et les affaires qui ont fait date.

RAMÓN DEL POZO, Juan, *Diccionario de expresiones y términos económicos y financieros*, 2005, Madrid, Instituto de Estudios Económicos – IEE, 1240 p.

Publié par l'Institut des études économiques de Madrid, ce dictionnaire anglais-espagnol, espagnol-anglais contient 25 000 entrées dans les domaines de la banque, de la comptabilité, des valeurs mobilières et des placements.

Langue anglaise

MOORE, Christopher J., *In Other Words : A Language Lover's Guide to the Most Intriguing Words Around the World*, New York, Walker & Company, 2004, 127 p., ISBN 0802714447.

Linguist Christopher J. Moore has made a career of searching out some of the world's most "untranslatable" expressions — words from around the globe that defy an easy translation into English. One of many examples : "esprit de l'escalier" [es-pree de less-ka/-iay] (French — idiom). A witty remark that occurs to you too late, literally on the way down the stairs. The

Oxford Dictionary of Quotations defines esprit de l'escalier as, "An untranslatable phrase, the meaning of which is that one only thinks on one's way downstairs of the smart retort one might have made in the drawing room." Examples also come from Czech, German, Japanese, Chinese, etc.

Sciences

BOUVIER, Alain, GEORGE, Michel et François LE LIONNAIS, *Dictionnaire des mathématiques*, 7^e édition, Paris, PUF, coll. « Quadrige », 976 p., 2005, ISBN 2130547079.

Publié en 1979, ce dictionnaire, réédité pour la septième fois et disponible en collection poche, est régulièrement mis à jour. Riche de près de 8 000 entrées, c'est à la fois un dictionnaire scientifique répertoriant symboles et formules dans divers niveaux d'articles, mais aussi un dictionnaire culturel replaçant la science mathématique dans un contexte historique, social, artistique et même philosophique.



SUSANNE, Charles et Caroline POLET (dir.), *Dictionnaire d'anthropobiologie*, première édition, Louvain, De Boeck Université, 2005, ISBN 2-8041-4842-4, 412 p.

Une soixantaine d'experts issus de divers pays européens a rassemblé en un seul volume les définitions indispensables à la compréhension de l'anthropobiologie, qui s'intéresse à l'origine, à l'évolution et à la diversité des populations humaines. On y trouve les explications de 668 termes, présentées sous la forme d'une définition courte ou bien d'un article développé, complété par des références bibliographiques. Chaque mot s'accompagne

de sa traduction en anglais. Pour savoir ce que désignent ontogénèse, taphonomie ou biométrie.

Traductologie

BRANCHADELL, Albert et LOVELL Margaret WEST (dir.), *Less Translated Languages*, Amsterdam, John Benjamins, 2005, 416 p., ISBN 1-58811-480-5.

This is the first collection of articles devoted entirely to less translated languages, a term that brings together well-known, widely used languages such as Arabic or Chinese, and long-neglected minority languages — with power as the key word at play. 26 essays. Titles include : "Multilingualism in Europe : Blessing or curse?" (V. Sosonis), "What do we leave behind when failing to translate a Chinese dead metaphor?" (S. Rovira-Esteva), "The translation of cultural references in the cinema" (M.D. Oltra Ripoll).

Sites Web

Canadian Cancer Society, *The Canadian Cancer Society's Glossary*, available online at <http://info.cancer.ca/e/glossary/glossary.html>.

Helps understand cancer related words or phrases. The Glossary is available in English or French and each word or phrase can be printed.

European Commission, *ISI glossary of statistical terms*, available online at <http://europa.eu.int/comm/eurostat/research/index.htm>.

Starting from an individual term in one language, you can access equivalent terms in the other languages of European Union. Small, bilingual subsets of this Glossary of statistical terms have also been made available, with equivalent terms given in English, French or German.

Remarque : De nombreux renseignements présentés dans cette rubrique sont tirés de *Livres Hebdo* et des sites Web des maisons d'édition.

Nos voisins les Gringolondais...

par François Lavallée, trad. a.

« Un jour, raconte l'humoriste Steven Wright, j'ai rencontré une dame dans le rayon des produits sans marque. Elle s'appelait Madame. »

On pourrait dire que cette histoire illustre bien la triste situation des États-Unis d'Amérique. Trois mots pour se nommer, mais génériques. Un peu comme un pays qui s'appellerait Pays. Car à bien y penser, si — comme tout le monde le sait de ce côté-ci de l'Atlantique — le mot *Amérique* n'est pas assez spécifique pour les désigner, le mot *États-Unis* ne l'est pas non plus : le Mexique aussi a pour nom officiel *Estados Unidos (Mexicanos)*. Et historiquement, ce fut également le cas du Venezuela, qui s'est appelé *Estados Unidos de Venezuela* jusqu'en 1953, et du Brésil, appelé *Estados Unidos do Brasil* jusqu'en 1968. Si ça se trouve, notre propre pays devrait s'appeler *États-Unis du Canada*, car comme le fait remarquer Gérard Dagenais dans son *Dictionnaire des difficultés*, le mot *province* est impropre pour désigner ce qui constitue en fait « les États fédérés du Canada ».

Il n'empêche que chez les premiers intéressés, *America*, c'est d'abord et avant tout ce petit bout de continent qui a vu naître P.T. Barnum, Ronald McDonald et The Gipper, et ce n'est pas demain la veille qu'on leur fera changer d'avis.

Notons bien qu'ils ne sont pas les seuls : dans presque toute l'Europe, c'est sans état d'âme que l'on utilise *Amérique*, *Amerika* et consorts au sens restrictif et non continental.

On sait qu'il n'en va pas de même en terre québécoise. Laurent Laplante se faisait le porte-parole de toute une population lorsqu'il écrivait, en février 2004 : « Pour l'auditeur canadien ou québécois, il est agaçant d'entendre le chroniqueur du *Monde* ou de *L'Express* décrire les politiques "de l'Amérique" comme si le Canada et le

Mexique s'étaient retirés de l'atlas géographique¹. »

L'essor du mot États-Unien

Chose curieuse, autant les Québécois n'hésitent pas à monter aux barricades pour dénoncer ou ridiculiser cet emploi « hexagonal » du mot *Amérique*, autant ils utilisent tous sans sourciller le mot *Américain* pour désigner leurs voisins du sud.

Tous ? Non ! Car la progression du mot *États-Unien* n'aura échappé à personne ces dernières années. Une recherche effectuée dans les archives du journal *Le Devoir* permet de constater qu'après être resté humblement dans l'ombre tout au long des années 1990, il prend un essor remarquable dès que sonne le nouveau millénaire, comme pour signaler un changement d'ère.

D'aucuns attribueront ce virage à la conjoncture politique. Rappelons tout de même que le mot a été inventé bien avant George Bush et la guerre d'Irak : le *Petit Robert* en fait remonter l'apparition (sous la graphie bizarroïde *étazunien*) à 1955.

Et justement, cet usage n'est pas propre à nos longitudes : en décembre 2004, on trouvait dans Google plus de 10 000 occurrences du mot *états-unien* (et de ses variantes orthographiques) même en restreignant la recherche aux noms de domaine se terminant par .fr.

Le vocable n'en a pas moins la vie dure au pays de Montesquieu et de Tocqueville. Ainsi, un Robert Solé, du *Monde*, affirme sans ambages que ce mot « ne passe pas » : « Après avoir retourné le problème dans tous les sens, la commission de néologie et de terminologie du ministère français des affaires étrangères y a renoncé. La force de l'usage l'a emporté sur la règle². » De fait, la rédaction du *Monde* ne l'utilise jamais, et *Le Monde diplomatique*, à peine.

D'autres langues européennes, pourtant, ont réussi à adopter un adjectif spécifique. En Italie,

statunitense est courant. En allemand, le mot *US-amerikanisch* est connu (quoique *amerikanisch* soit communément utilisé dans le sens d'« états-unien »).

Du côté hispanique

Toujours en Europe, on ne sera pas étonné d'apprendre que c'est dans la péninsule ibérique que l'utilisation d'*americano* est réservée presque exclusivement au sens continental. Cet usage découle évidemment de la proximité culturelle des pays latino-américains, où le fait d'utiliser *América* au sens d'*Estados Unidos* constituerait un acte de témérité dans le meilleur des cas.

Pour ce qui est de l'adjectif, le mot *estadounidense* — équivalent morphologique de notre *états-unien* — est partout d'usage courant et officiel chez les héritiers de Cervantès. Dans certains milieux particulièrement proches des réalités états-uniennes, comme le nord du Mexique, on entendra *americano* dans la rue. Mais à plus grande échelle, dans la langue populaire, c'est le fameux *gringo* qui l'emporte haut la main, et sous toutes les formes : *una película gringa*, la *cerveza gringa*, etc. Il semble par ailleurs que *gringo* ait perdu le sens péjoratif qu'il eut naguère, quoique bien des hispanophones se gardent encore de le prononcer devant des États-Uniens.

Nos voisins les Usoniens ?

Pour boucler la boucle, on ne saurait passer sous silence le fait que les États-Uniens eux-mêmes se sont régulièrement penchés sur la question, et les solutions suggérées au fil des âges ne manquent pas : *Appalacian*, *Colonican*, *Columbard*, *Columbian*, *Fredonian*, *Stateside(r)*, *Uesican*, *Uessian*, *Unisian*, *United States American*, *United Stateser*, *United Statesian*, *United Statian*, *USAian*, *US American*, *USAn*, *Usanian*, *Usian*, *Usonian*, *Washingtonian*⁴...

Soulignons entre autres que *Usonian* fut couramment utilisé par l'architecte Frank Lloyd Wright (1867-1959) pour caractériser les paysages naturels et urbains de son pays.

Et il ne faudrait pas oublier les formations ludiques, telles que *Murcan* ou *Merkin*, car connaissant les rebondissements qui caractérisent si souvent l'histoire de la langue, qui sait le sort qui leur sera réservé ?

Il n'empêche que pour le moment du moins, il serait utopique de compter sur les maîtres du monde contemporain pour renoncer à l'appellation *American* ; on trouve certes *United Statesian(s)* plus de 3 000 fois dans Google, mais c'est encore 50 fois moins que le mot *Icelander(s)*.

Yankilandia, Gringolandia

Pour revenir au nom du pays, les hispanophones ont sans doute une longueur d'avance sur le reste du monde dans la réflexion pouvant mener à une solution. Si, en espagnol, les États-Unis s'appellent officiellement *los Estados Unidos de América*, les synonymes ne manquent pas du Rio Grande à la Terre de Feu : *los Estados*, *los Yundited*, *el Otro Lado* (« l'autre côté »), *Yankilandia*, voire *Gringolandia*.

Tiens ! *gringolondais*, voilà qui ne serait pas mal comme solution de rechange si jamais *états-unien* n'arrivait pas à s'implanter... ☹

Je tiens à remercier Hector D. Calabia, David Henderson, Louis Jolicoeur, Izaskun Fuentes Milani, Carolina Mendez, Haydn Rawlinson, Mauricio-José Schwarz et Wilma Peruzzi pour leurs précieuses contributions à mes recherches.

1. DAGENAI, Gérard, *Dictionnaire des difficultés de la langue française au Canada*, s.v. *province*.
2. LAPLANTE, Laurent, « Reconquérir l'Amérique ? », *Dixit Laurent Laplante*, 26 février 2004, www.cyberie.qc.ca/dixit/20040226.html.
3. SOLÉ, Robert, « Fausses barres et vrais poncifs », *Le Monde*, 2003-11-09.
4. Source : www.thefreedictionary.com.

Navajo Code Talkers : Translators with a Secret Mission

By Jo-Anne Hadley

In 1942, the U.S. Marine Corps recruited 29 Navajos for the secret mission of developing a combat code based on the Navajo language that could be used during battle. While not translators by profession, the 29 Navajos were selected for their proficiency in both English and Navajo.

It was Philip Johnston, a veteran of World War I, who first suggested the use of Navajo as the basis for a military code. The son of missionaries, Johnston had lived on the Navajo reservation from the age of four until his teen years. He grew up learning to speak Navajo and later used his skill as an interpreter for government agents and other visitors to the reservation. When Johnston read of efforts being made to use Comanche as a secret communication system, he began to imagine a code based on the Navajo language. After the attack on Pearl Harbor, he contacted

Lieutenant Colonel James E. Jones, the Marine Corps signal officer at Camp Elliott and told him of his idea. To convince him, Johnston uttered a few words in Navajo (a language that has been described as "strange gurgling noises interspersed with other sounds resembling the call of a Tibetan monk and the sound of a hot water bottle being emptied"). Colonel Jones was impressed enough to ask for a demonstration.

In February 1942, Johnston and two Navajo volunteers arrived at Camp Elliott, San Diego, for a demonstration. The volunteers were placed in separate rooms. One was given six typical combat messages in English to transmit in Navajo via radio. His colleague received the messages and wrote them down in English. "One of those messages read, 'Enemy expected to make tank and dive bomber attack at dawn.' The Navajos transmitted the message almost verbatim: 'Enemy tank dive bomber expected to attack this

morning.'" The Marine brass was so impressed by the accuracy of the transcriptions that they ordered a pilot project to be instituted immediately.

The Code was the Navajo language. But the "First 29" Navajo Code Talkers had to find a way to discuss troop movements and issue commands in a language that had no military terminology. Of course, this is a challenge that has been faced by translators down through history when dealing with terminology in specific fields. But rather than importing words from another language or creating new words, they used existing words in their language and imbued them with new meaning, thus creating a lexicon of some 200 words. By analogy, airplanes, for example, were given names of birds (a fighter plane was a hummingbird), ships were fish and water mammals (a battleship was a whale, a mine sweeper was a beaver), and military rank was described based on its insignia: a major general was "two stars."

Creating the Code

The Code Talkers also had to develop an encoded phonetic alphabet that could be used to spell out words and proper nouns that were not part of the vocabulary. For example, A was "wol-la-chee," which means "ant," and B was "shush," which means "bear" in Navajo. In this manner, words that were not included in the lexicon could be spelled out, much in the same way we use set words — Alpha, Charlie, Echo — to spell out letters and avoid confusion between like-sounding consonants and vowels.

The "First 29" created the Code and then committed it to memory. Their training required them to be accurate and fast and included drills in simulated combat situations, such as sending and receiving messages from moving vehicles.

A message transmitted by a Code Talker would consist of some ordinary Navajo language, some coded words, and perhaps some English words spelled out (with each letter represented by a Navajo

Jo-Anne Hadley is working on her Masters in Translation Studies at Concordia University.

NE RESTEZ PAS hors circuit

**Veillez m'abonner à *Circuit*,
le magazine d'information des langagiers**

(un an, 4 numéros : 35 \$ toutes taxes comprises, extérieur du Canada : 40 \$)
Chèque ou mandat à l'ordre de « *Circuit* OTTIAQ »

nom _____

adresse _____

code postal _____

signature _____

date _____



Circuit
Ordre des traducteurs, terminologues
et interprètes agréés du Québec
2021, avenue Union, bureau 1108
Montréal (Québec) H3A 2S9
Télécopieur : (514) 845-9903

word in the encoded alphabet). A Navajo speaker who was not a Code Talker would not have been able to understand the message. For example, the following is a message as a non-Code-Talking Navajo would hear it:

"Ask for many big guns and tortoise fire at 123 Bear tail drop Mexican ear mouse owl victor elk 50 yards left flank ocean fish Mexican deer."

A Navajo Code Talker would interpret this message as follows:

"Request artillery and tank fire at 123B, Company E move 50 yards left flank of Company D."

Proving their Worth

The "First 29" had to prove their worth before they were embraced by the military commanders in the field. During his first hours on Guadalcanal, Code Talker William McCabe found himself having to audition for his role as a "walking code machine." The signal officer in his unit had him race against the code machine. It would take four hours for a coded message to go out, be deciphered and replied to. However, it only took two minutes and thirty seconds for McCabe to send the same message to his Navajo colleague, who then decoded it. After that, the signal officer used his Code Talkers for every message marked "urgent" or "secret." "Even if commanders did not understand how the Navajos did what they did, they used the Navajos nonetheless because the speed, accuracy and security of their messages made a vital difference to the men in the field."

In all, there were some 400 Navajo Code Talkers who worked in the Pacific from 1942 to 1945. They served in every campaign, from Guadalcanal to Okinawa.

According to Major Howard M. Conner, "Were it not for the Navajos, the Marines would never have taken Iwo Jima!" He said that, during the first 48 hours, the Code Talkers sent and received over 800 messages error free.

Communications officer Lieutenant Colonel J. B. Berkeley of the

Fifth Amphibious Corps lauded the Code Talkers for their accuracy with complicated messages and reports: "Not a single mistake was made, a fact the regular communications men speaking in code could not match."

Signal officer Richard Bonham explained, "During combat, any time that you can get an immediate message and response, you save lives. No question about it, the Navajo code saved lives."

Recognition for Unbroken Code

In 1982, the United States government finally acknowledged the huge contribution made by the Navajo Code Talkers. Congress declared August 14, 1982, to be National Navajo Code Talkers Day, "a day dedicated to all members of the Navajo Nation and to all Native Americans who gave of their special talents and their lives so that others might live."

In response to this declaration, the headline of the Tokyo newspaper *Fuji Evening* declared "Japanese Military Forces Defeated by Indians." The article went on to say that Japan might have won the battles on Saipan and Iwo Jima if Japanese intelligence had succeeded in cracking the Navajo Code. "Lieutenant General Seizo Arisue, the Japanese chief of intelligence, admitted that, although they had broken the American Air Force code they had failed to make any impact on the Navajo code."

What is truly amazing about this relatively simple code based on translation of the Navajo language is that it is one of the very few throughout history that was never broken! ☺

Bibliography

PAUL, Doris A., *The Navajo Code Talkers* (Pittsburgh: Dorrance, 1973), p. 99.

JEVEC, Adam., "Semper Fidelis, Code Talkers," U.S. National Archives & Records Administration web page (Winter 2001, vol. 33, No. 4.) January 24, 2005, p. 2. www.archives.gov/publications/prologue/print_friendly.html?page=winter_2001_navajo_code_talkers.html

McCLAIN, Sally, *Navajo Weapon: The Navajo Code Talkers* (Tucson: Rio Nuevo, 2001), p. 56.

SINGH, Simon, *The Code* (New York: Random House, 1999), p. 201.

Progress or Poisoned Panacea?

Technology has long promised to radically change the way translators and terminologists carry out their work, giving them near-instant access to an unprecedented wealth of information. Two Hydro-Québec translation projects show where technology is living up to that promise and where challenges remain.

By Andy Lauriston, C. Tr.

Language professionals racing deadlines to deliver their best translation are wary of empoisoned software panaceas and may sometimes wonder if we are really progressing toward "automating" translation and terminology. A glimpse of two similar projects a decade apart—Grande-Baleine and Eastmain-1-A/Rupert—puts things into perspective. Both Hydro-Québec projects entailed translating a multi-volume impact assessment for hydropower development in Northern Québec while meeting the challenge of using appropriate terms consistently throughout. I thank Pascale Chapuis, Project Terminologist who worked with Argos, for details on the earlier project and Hydro-Québec for releasing information about the recent project, on which I worked as tools consultant, terminologist and translator.

1993: Grande-Baleine

Hydro-Québec coordinated this project but contracted translation out to Argos, which also handled project management, terminology, revision and final publication. Terminology was considered vital for the successful translation in eight months of the stack of source French texts. Key volumes were manually scanned to compile French terms requiring English equivalents. Electronic terminology for the project was limited to the recently available Termium® on CD-ROM, the OLF terminology database, and Hydro-Québec's in-house termbank. Beyond that, all terminology research meant identifying relevant publications, getting to the appropriate library and ploughing through printed volumes for English terms. These were later

Précision

Dans le numéro 87 du magazine, l'article intitulé « Find de Beetext : fait bien le travail... à petit prix » aurait dû porter la signature de François Lavallée, trad. a. Toutes nos excuses à M. Lavallée.

keyed into the project's Edibase® termbank running on PCs, which had just ousted mainframes for such applications.

Most 'independent' project translators were corralled on Argos premises and thus benefitted from documents borrowed or bought for the project and from Edibase. GUI (Graphical User Interfaces) were not commonplace and the learning curve for Edibase was steep. Translators were asked to provide missing equivalents and their source, but only the project terminologist entered new records and output updated lexicons. Freelancers working off Argos premises learned by phone of texts to be translated, and took the metro to pick up and drop off 'word-processing' files, printouts, the updated project lexicon and possibly photocopies of the manuscript revision of earlier translations. The Word Perfect files were handy for global searches but primarily they just saved re-typing entire pages when changes were made.

2004: Eastmain-1-A/Rupert

Hydro-Québec staff not only coordinated translation for this environmental assessment but also handled project management, most revision, and some terminology and translation. Hydro-Québec had longer lead time for preproject tooling. In 2002, MultiTrans® was selected for translation support, based on a preference for bitext over conventional translation memory systems and on the tool's French-to-English pretranslation capabilities, applying termbanks to automatically insert target-language terms into a source-language text. The Grande-Baleine and other lexicons were imported into MultiTrans termbases but the decision was taken to build 'from scratch' a project-specific Eastmain termbase. This was initially done as an Excel table for later import, a way around persistent problems in achieving both in-house and external access to termbases on a server behind Hydro-Québec's very secure firewall. Although it was decided to host the termbase externally in

spring 2003, only in late fall was it accessible both inside and outside Hydro-Québec, with profiles restricting privileges to modify records. A project-specific bitext corpus came online later, as did browser access to termbases and corpora for contractors without MultiTrans.

Project terminology record creation was initially through bilingual term extraction from recent Hydro-Québec reports and regulatory texts. English equivalents were often checked using Web hits. Indeed, the mass of English text on the Web makes it possible to detect terms of doubtful authenticity and choose between synonyms on statistical grounds before (or instead of) laboriously doing *genuine* terminology work. Authoritative online sources were consulted for place and species names. Equivalents for French terms in early project documents were then documented using the knowledge-intensive "classical" terminology approach, streamlined by Web-hit filtering. Once draft translations appeared, records were created by bilingual term extraction, a process greatly expedited by MultiTrans. Inconsistencies and doubtful terms were noted, preferred terms decided in-house and greater term consistency achieved in the final December 2004 documents. The Eastmain termbase ultimately contained about 8,500 records, and a termbase for toponyms and legends another 1,250. A plurals generator, developed by PluriVox® to improve MultiTrans pretranslations, produced 7,000 more records from singular entry terms.

The dozen contractors doing most of the project translation had a radically different work environment this time around. Many worked far from Hydro-Québec's head office, outside Montréal, Québec, and even outside Canada. E-mail and ftp replaced phone and diskette pickups for notification and document handoffs, and Word revision tracking superseded most photocopied manuscript revisions. Beyond this, independent translators had browser-based or MultiTrans tools for accessing project

terminology and past translations — much more project-specific information than for the 1993 project.

When surveyed after the project, translators expressed more satisfaction with termbase and corpora content than with MultiTrans and access to that content. Many found access to the content anywhere from mildly annoying to totally exasperating. Since Hydro-Québec was using a September 2003 pre-release version of MultiTrans and pioneering MultiCorpora's client-server mode, prospective users are urged to base any decision on their own, or third-party, test of the latest commercial release of MultiTrans.

While some complaints stem from shortcomings in the software itself (for instance, failure to account for term preferences in pretranslations), configuration or connection issues beyond MultiTrans itself account for the most vociferous complaints. Users were especially frustrated when network timeouts dropped their PC-host link, requiring them to re-login to MultiTrans, reload corpora and termbases, and sometimes even terminate the application or reboot if MultiTrans hung after the connection was lost. Transmission speed would also stall or make sluggish

consultation of larger corpus files. Such problems aside, those managing the project felt that it would have been inconceivable to use off-premises resources to translate a terminology-rich document suite the size of the Eastmain-1-A/Rupert assessment without a tool like MultiTrans.

Conclusion

These two similar projects show the immense progress made over the last decade in accessing information over distance — but much remains to be achieved. Existing solutions are far from "plug and play." When working beyond an individual translator's desktop, connection and security issues arise that compound training and organizational problems. Today, even a lone translator must increasingly thwart viruses, spyware, adware, spam and other attacks. This makes it a major challenge to implement distributed real-time access to termbanks and bitext corpora using the high-end features of computer-assisted translation tools. Low-end, relatively simple features are presently more robust—and most appreciated by language professionals. ☺

Le Comité administratif 2005-2006 de l'OTTIAQ



Le nouveau Comité administratif de l'OTTIAQ a été présenté lors de l'Assemblée générale annuelle du 16 juin dernier. Il est composé de (de gauche à droite) : Annie Langlois, administratrice nommée par l'Office des professions du Québec, Anne-Marie De Vos, vice-présidente, Affaires professionnelles et représentante de la région de l'Outaouais, Monique C. Cormier, présidente, Valérie Palacios-Quintin, vice-présidente, Communications, et Suzanne Mondoux, trésorière.



COMME CEUX DES **300 000** PROFESSIONNELS AU QUÉBEC,

*les services rendus par Martine F. à ses clients
répondent à des exigences strictes
de compétence et de responsabilité.*

C'est normal.

Martine est membre d'un ordre professionnel.



19742004

Le système professionnel québécois a 30 ans



Conseil
interprofessionnel
du Québec

www.professions-quebec.org



Leur point commun?
Ils ont tous découvert



Pour exploiter et gérer intelligemment
vos ressources terminologiques et
documentaires unilingues, bilingues
ou multilingues



Terminotix Inc.
240, rue Bank, Bureau 800, Ottawa (Ontario) K2P 1X4
(513) 233-8455 • www.terminotix.com • termino@terminotix.com